



Investir dans les populations rurales

République du Niger

Programme de développement de l'agriculture familiale (ProDAF)

Rapport de supervision

Rapport principal et appendices

Dates de la mission: 04 au 22 avril 2016

Date du document: 24/05/2016

No. du Projet: 1100001688

No. du rapport: 4079-NE

Division de l'Afrique de l'Ouest et du Centre
Département gestion des programmes

Table des matières

Sigles et acronymes	ii
A. Introduction	1
B. Vue d'ensemble de l'exécution du ProDAF	2
C. Produits et effets	4
D. État d'avancement de l'exécution du ProDAF	17
E. Aspects fiduciaires	21
F. Durabilité	22
G. Autres	23
H. Conclusion	23

Appendices

Appendice 1: Résumé de l'état d'avancement du ProDAF et notes attribuées	35
Appendice 2: Cadre logique actualisé: état d'avancement par rapport aux objectifs, effets et produits (au stade actuel du démarrage du cadre logique n'a pas encore fait l'objet d'actualisation ou de révision)	38
Appendice 3: Récapitulatif des principales mesures à prendre dans les délais convenus	41
Appendice 4: État d'avancement matériel par rapport au PTBA (y compris indicateurs SYGRI)	47
Appendice 5: Gestion Financière	53
Appendice 6: Application des dispositions de l'accord de financement: état d'avancement	68

Sigles et acronymes

ACAP	Appui Conseil Agricole Paysans
AcSAA	Actions pour la Sécurité et la Souveraineté Alimentaires
AFV	Actions pour les Femmes Vulnérables
AS	Activité Structurante
ASAP	Fonds Fiduciaire pour le Programme d'Adaptation de l'Agriculture Paysanne
ATJ	Assistant Technique Junior
ATN	Assistant Technique National
ATNS/IP	Assistant Technique National Senior en Ingénierie de Projet
ATNS/IP	Assistant Technique Senior en Dialogue Politique
AUE	Association des Usagers de l'Eau
BAGRI	Banque Agricole
BEEI	Bureau d'évaluation et d'étude d'impact environnemental
BER	Brigade d'Entretien Routier
CAFER	Caisse Autonome pour le Financement de l'Entretien Routier
CCIAN	Chambre de Commerce d'Industrie et d'Artisanat du Niger
CCIN	Chambre de Commerce et d'Industrie du Niger
CCS	Centre de Collecte Satellite
CENAT	Cellule Nationale d'Assistance Technique
CEP	Champ Ecole Paysans
CEPM	Champ Ecole Paysans Maraîchers
CES/DRS	Conservation des Eaux et Sols/Défense et Restauration des Sols
CMNN	Commission Mixte Nigéro Nigérienne
CMR	Cadre de Mesure de Résultats
Comp	Composante
CRA	Chambres Régionales d'Agriculture
CTL	Cellule Technique Locale
DAO	Dossier d'Appel d'Offre
DCP	Document de Conception du Programme
DGGR	Direction Générale du Génie Rural
DIPE	Démonstrations d'Initiatives Paysannes en Elevage
DRA	Direction Régionale de l'Agriculture
DREL	Direction Régionale de l'Elevage
FFE	Fonds Fiduciaire Espagnol
FIDA	Fonds International de Développement Agricole

FISAN	Fonds d'Investissement pour la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle
GACAP	Groupement d'Appui Conseil Agricole Paysans
GIE	Groupement d'Intérêt Economique
GSC	Groupements des Services Conseils
HG	<i>Hadin Gwiwa</i>
i3N	Initiative les Nigériens Nourrissent les Nigériens
ICRISAT	Institute Crops Research Institute for the Semi-Arid
IF	Institutions de Financement
IMF	Institution de Micro Finance
INRAN	Institut National des Recherches Agronomiques du Niger
INSAH/CILSS	Institut du Sahel/Comité Inter état de Lutte Contre la Sécheresse au Sahel
IR	Instances Rurales
IRE	Intégration Régionale des Echanges
JDC	Jardins de Cases
LAE	Lettre à l'Emprunteur
LFSN	Leader Ship et Sécurité Nutritionnelle
MAG	Ministère de l'Agriculture
MAG/EL	Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage
MDG	Marchés de Demi Gros
MER	Micro Entreprise Rurale
Mi	Maradi
NODEF	Nouvelles Opportunités pour les Défavorisés
OFID	Fund for International Development
OMD	Objectifs du Millénaire pour le Développement
ONG	Organisation Non Gouvernementale
OP	Organisation Paysanne
P1	Phase 1
P2	Phase 2
P3	Phase 3
P4	Phase 4
PAM	Programme Alimentaire Mondial
PAMIRTA	Projet d'Accès aux Marchés et Infrastructures Rurales de Tahoua
PASADEM	Projet d'Appui à la Sécurité Alimentaire et au Développement dans la région de Maradi
PDE	Pôles de Développement Economiques
PDES	Plan de Développement Economique et Social
PFC	Plateforme de Commercialisation

PPI	Projet Petite Irrigation
PPM	Plan de Passation des Marchés
PRACC	Programme Régional d'Appui Accès aux Marchés
ProDAF	Programme de développement de l'agriculture familiale
PTBA	Programme de Travail et Budget Annuel
PUSADER	Programme d'Urgence pour l'Appui à la Sécurité Alimentaire et au Développement Rural
RC1	Responsable Composante 1
RC2	Responsable Composante 2
RECA	Réseau des Chambres de l'Agriculture
Resp	Responsable
SAF	Service Administratif et Financier
SAHEL	Salon pour l'Agriculture et Elevage
SG	Secrétaire Général
SIG	Système d'Information Géographique
STD	Services Techniques Déconcentrés
STR	Services Techniques Régionaux
SVPP	Service Vétérinaire Privé de Proximité
SYGRI	Système de Gestion des Résultats et de l'Impact
Ta	Tahoua
TDR	Termes de Référence
URGP	Unités Régionales de Gestion du Programme
Zr	Zinder

République du Niger

Programme de développement de l'agriculture familiale (ProDAF)

(Prêt No. 2000001115; Don No. 2000001116; Don ASAP No. 2000001117; Prêt supplémentaire No. 2000001542/ Don supplémentaire No. 2000001541)

Première mission de supervision: 4 au 22 avril 2016

A. Introduction¹

1. Du 4 au 22 avril 2016, le Fonds International de Développement Agricole (FIDA) et le Gouvernement du Niger ont procédé à la première mission de supervision conjointe du Programme. L'objectif général de la mission était d'appuyer les équipes des Unités Régionales de Gestion du Programme (URGP) dans la gestion efficace et efficiente du Programme. De manière spécifique, la mission devait: i) évaluer la performance globale des approches adoptées; ii) mesurer les progrès dans l'atteinte des objectifs assignés et leur pertinence par rapports aux politiques publiques de développement du Pays; iii) assurer la poursuite efficace des activités techniques et financières (mise en œuvre et bilan du Plan de Travail et Budget Annuel 2015-2016); iv) identifier des actions permettant de continuer à renforcer les acquis et corriger les insuffisances identifiées; v) faire une analyse globale du Programme sous les angles du montage institutionnel et du fonctionnement; vi) évaluer l'état de la mise en œuvre des recommandations des revues à mi-parcours du PASADEM et du PPI Ruwanmu et formuler des propositions pertinentes pour la poursuite du ProDAF.

2. A Niamey, la mission a été reçue par Monsieur Albadé Abouba, Ministre d'Etat, Ministre de l'Agriculture et de l'Elevage, et a rencontré M. Illa Djimrao, Secrétaire Général (SG) du Ministère de l'Agriculture (MAG), M. Ouendeba Botorou, Haut-Commissaire à l'Initiative 3N et M. Souley Seyni, Secrétaire Général/Pi du RECA. Elle a tenu des séances de travail avec la Cellule Nationale d'Assistance Technique (CENAT) et les trois URGPs pour faire le point sur l'état d'avancement global de la mise en œuvre du programme au niveau des trois régions, notamment l'exécution du Plan de Travail et Budget Annuel (PTBA) 2015- 2016 du ProDAF avec l'ensemble de ses guichets. La mission s'est ensuite rendue dans les régions de Tahoua, Zinder et Maradi où elle a rencontré les Secrétaires Généraux des Régions de Tahoua et de Zinder et le Gouverneur de Maradi et visité des réalisations du PASADEM et du PPI Ruwanmu et certains sites confirmés ou potentiels d'intervention du ProDAF dans les pôles de développement économiques (PDE) de Badaguichiri et de Sabon Guida (Tahoua); de Bandé, Doungou et Mirriah (Zinder); et de Djirataoua, Sabon Machi, Guidan Roumdji et Tessaoua (Maradi). Au cours de toutes ces visites, la mission a eu des échanges fructueux avec les maires et les bénéficiaires des interventions du FIDA au Niger.

3. Dans les trois régions, la mission a tenu des séances de travail spécifiques avec les équipes des URGPs, avec la présence des représentants du Conseil Régional, des services techniques déconcentrés de l'Etat, des Coordinations régionales de l'i3N, des Secrétaires permanents régionaux du Code Rural, des projets intervenant dans les régions, des Chambres Régionales d'Agriculture (CRA) et des partenaires d'exécution (Groupements de Services Conseils/GSC, ONG, Groupements d'Appui Conseil Agricole Paysan/GACAP). Ces séances étaient destinées à faire le point sur les niveaux d'exécution physique et sur les réalisations financières du Programme. Elles visaient également à échanger sur les difficultés techniques et organisationnelles rencontrées par les équipes en vue d'aider à dégager les solutions les plus pertinentes permettant d'atteindre les résultats escomptés. Après les visites de terrain, la mission a fait une première restitution de ses constats et recommandations le 15 avril 2016 à Maradi au cours d'une réunion regroupant les équipes des URGPs et de la CENAT.

1

Composition de la mission: L'équipe FIDA était composée de: M. Oury Diallo, agronome, Chef de mission, M. Kadre Kadei, CPO/FIDA, M. Thierry Lassalle, expert en développement des marchés de demi-gros, M. Papa Alioune Mbaye, expert en gestion fiduciaire, Dr Martha Populin (Mme), experte en genre et ciblage, M. Marius Sanon, expert en infrastructures rurales et M. Remy Sourdois, expert en finance rurale. La partie gouvernementale était composée de: M. Doulaye Ali, Conseiller technique au MAG, Chef de mission, M. Alyou Abdou Ali, DSEI/MP, M. Harouna Niandou Abdel Aziz, DEP/ME/SU/DD, M. Lemane Ibrahim, HCl3N, Mahaman Sani Tassiou, DGGR/MAG/EL, M. Ousseini Halidou, DEP/MAG/EL, M. Zibo Issa, DGA/MAG/EL, M. Paulino Isidoro Ramirez, Chargé des projets OTC/AECID Niger, a participé à la visite de terrain de la mission à Maradi le 13 avril 2016. L'équipe du Programme participant à la mission était composée de: M. Assadeck Mohamed, ATNS/DP, M. Guéro Chaibou, ATNS/IP, M. Chaibou Magagi, ATN/CF, M. Saley Sadikou, ATN/SE, M. Issa Saadou, ATN/PR, M. Ousmane Traoré, ATN/FR et M. Maman Moustapha, ATN/S pour la CENAT; et de M. Soumaila Abdoullaye, Coordonnateur/URGP/Maradi, M. Harouna Traoré, Coordonnateur/URGP/Zinder, M. Aboubacar Ousmane Gogé, Coordonnateur/URGP/Tahoua et M. Gourgoudou Hadi Abdoulnasser, contrôleur de gestion interne des trois URGPs. Mme Bachard Nana Hadiza, ATN/ACF, a rejoint la mission à l'étape de Maradi

3. Les principales conclusions et recommandations de la mission ont été présentées le 22 avril 2016 à Niamey au cours d'une réunion de restitution présidée par M. Yakoubou Mahaman Sani, Directeur Général des Investissements du Ministère du Plan, et regroupant les représentants des ministères concernés, les responsables des trois URGP (Tahoua, Maradi et Zinder) et de la CENAT ainsi que les partenaires techniques et financiers.

4. La mission exprime ses sincères remerciements au Gouvernement du Niger, aux équipes du ProDAF et à leurs partenaires, aux autorités locales et aux bénéficiaires rencontrés pour la qualité des échanges et leur disponibilité.

B. Vue d'ensemble de l'exécution du ProDAF

5. L'objectif global du ProDAF est de contribuer à assurer durablement la sécurité alimentaire et nutritionnelle et les capacités de résilience aux crises de 290 000 ménages (2 030 000 personnes) des régions de Maradi, Tahoua et Zinder. L'objectif de développement est d'augmenter durablement les revenus des exploitations agricoles familiales, leur adaptation aux changements climatiques et leur accès aux marchés locaux, urbains et régionaux. Le Programme est structuré en trois composantes: (i) Renforcement de l'agriculture familiale durable; (ii) Accès aux marchés, et (iii) Coordination et gestion du Programme, suivi-évaluation et gestion des savoirs.

6. D'un coût global d'environ 207 millions de dollars US (environ 103 milliards F CFA), le ProDAF est financé par divers sources et guichets. Il s'agit: (i) du FIDA: avec un guichet actif comprenant un don et un prêt pour un montant de 48,5 millions USD (SAP 2013/15, qui sera renouvelé par le SAP 2016/18), le don ASAP pour un montant de 13 millions USD, et deux guichets en voie de clôture (reliquats du PASADEM et du PPI/RUWANMU) pour un montant total de 10,5 millions USD; (ii) de l'OFID avec le guichet actif du PUSADER+ pour un montant de 6 millions USD; (iii) du FEM avec un guichet non encore actif pour un montant de 7,6 millions USD; (v) de la Coopération Italienne avec le guichet non encore actif du PAMIRTA pour un montant de 28,2 millions USD; (vi) de l'Etat du Niger pour un montant de 33,4 millions USD; et (vii) des Bénéficiaires pour un montant total de 11,1 millions USD. Un financement supplémentaire de 15 millions USD est en cours de mobilisation au titre de ProDAF/OFID.

7. Outre son financement important et diversifié, il est important de noter que le ProDAF a introduit une approche novatrice de mise en œuvre qui se caractérise par: (i) une responsabilisation effective par région d'intervention d'une URGP chargée de la gestion, la programmation et l'exécution opérationnelle des activités de terrain; (ii) la mise en place d'un dispositif autonome (la CENAT) chargé de l'appui technique aux URGP, de la centralisation des données transversales, de l'organisation et de la conduite du dialogue politique.

8. **Pertinence.** Le ProDAF s'insère dans quatre des cinq axes stratégiques de l'i3N (axes 1, 2, 3 et 4). Il contribue à la mise en œuvre du plan d'accélération de l'i3N à travers: (i) la promotion du développement de la Petite Irrigation; (ii) la réhabilitation des terres dégradées; (iii) la réalisation des infrastructures rurales (pistes et plates-formes de commercialisation; Maisons du paysan). Le Programme s'inscrit aussi dans le Plan de Développement Economique et Social (PDES) 2012-2015 dont l'i3N constitue le troisième axe. Il participe également à la Stratégie nationale de prévention de la malnutrition et est entièrement en phase avec la Stratégie de la Petite Irrigation au Niger (SPIN).

9. **Efficacité.** La présente mission de supervision s'effectue au moment où le Programme est pratiquement au début de sa phase d'exécution (mise en vigueur le 21/09/2015 et lancement officiel le 28/01/2016). L'examen de l'efficacité s'est alors essentiellement basé sur la qualité de la phase de démarrage à travers: (i) le redéploiement et la mise en place des équipes au niveau des trois URGP et la CENAT; (ii) la production, la diffusion et la mise en place des outils de gestion et d'exécution; (iii) la préparation participative et la stabilisation des outils de programmation, de reporting, etc.; (iv) le re-paramétrage de la base de données du suivi-évaluation; (v) la planification pluriannuelle des activités; et (vi) l'état d'avancement de la contractualisation avec les différents partenaires d'exécution.

10. Au 31 mars 2016, les indicateurs d'exécution physique d'environ 10% et financière d'environ 10.55% (Maradi, 7.94%; Tahoua, 10.23%; Zinder, 5.93% et CENAT, 25.58%) sont jugés relativement bas. Cette situation tient au fait que l'exécution physique des activités de terrain est assujettie à des phases préalables auxquelles le Programme s'est attelé depuis son démarrage. Il s'agit notamment de: (i) la pré-sélection, la sélection et la contractualisation des partenaires d'exécution; (ii) la prospection des sites devant abriter les infrastructures du Programme; (iii) le suivi des activités

héritées du PPI Ruwanmu (123.19 km de pistes, plus de 700 ouvrages de petite irrigation) et du PASADEM (poursuite de la construction des 3 marchés de demi-gros, suivi des travaux de 2 Maisons du paysan, mise en œuvre des champs écoles paysans, etc.). La mission a noté que cette phase préparatoire est globalement bien exécutée. Elle attire néanmoins l'attention des responsables du Programme sur la différence de situation dans les taux d'exécution financière entre la CENAT (25,58%) et les régions (taux maximum de 10,23% à Tahoua). Cette tendance devra être surveillée et les différences résorbées rapidement afin d'éviter une consommation disproportionnée et déséquilibrée des ressources sur les activités d'accompagnement au détriment des investissements. Au vu du temps consacré à la phase préparatoire et afin d'éviter des retards éventuels dans l'exécution effective des activités physiques, la mission recommande aux quatre entités d'exécution (les trois URGP et la CENAT) l'établissement d'un chronogramme rigoureux de mise en œuvre des activités importantes.

11. Efficience. Au stade actuel de l'exécution des activités, la mission est d'avis qu'il est difficile d'apprécier l'efficience du ProDAF dans la mesure où, les unités d'exécution n'ont eu accès aux premières ressources financières du PTBA que vers la fin du mois de février en raison de contingences institutionnelles indépendantes de leur responsabilité. Il est toutefois opportun de noter que l'analyse des taux de décaissement actuels montre des disparités qu'il est important de surveiller. Il s'agit notamment du déséquilibre entre taux de décaissement par composante (4,4% pour la A, 5,39% pour la B et 23% pour la C) d'une part, et par catégorie de dépense d'autre part (1,83% biens, services et intrants, 2,21%, consultants, 7,21%, équipements et matériels, 7,36%, formation, 38,45%, salaires, indemnités et fonctionnement et enfin 0,18% travaux). Cette disparité due à la non- montée en puissance des activités de terrain devra être résorbée de manière à éviter une surconsommation de certaines catégories au détriment d'autres (fonctionnement notamment). La mission recommande aux responsables des unités d'exécution, de renseigner régulièrement ces taux d'exécution afin de préserver les équilibres entre les catégories.

12. Effets et impacts. Les principaux indicateurs retenus pour la mesure des effets et impacts en lien avec l'objectif de développement du Programme ne sont pour le moment pas renseignés en raison du temps d'exécution très court depuis le lancement des activités. Néanmoins, des dispositions sont en train d'être prises pour faciliter leur évaluation au fur et à mesure de la progression de la mise en œuvre des activités. Il s'agit notamment de l'établissement de la situation de référence des indicateurs d'effet/impact avec l'enquête SYGRI et l'étude complémentaire de référence, ainsi que la prise en compte des outils de l'analyse économique et financière et la mise en place du dispositif de suivi géo-localisé.

13. Mais, il faut mentionner que le ProDAF intègre les guichets PASADEM et PPI Ruwanmu dont les effets et impacts présentés à l'occasion de la revue à mi-parcours (RMP) d'octobre 2015 restent actuels pour la présente mission de supervision (cf rapports de revue à mi-parcours des deux projets).

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Afin d'éviter des retards éventuels dans l'exécution effective des activités physiques, établir un chronogramme rigoureux de mise en œuvre des activités importantes	Coordonneurs URGP et CENAT	mai 2016
Renseigner régulièrement les taux d'exécution afin de préserver les équilibres entre les catégories	Coordonneurs URGP et CENAT	action permanente

14. Projection des décaissements au 31 décembre 2016. PASADEM: les réalisations financières cumulées au 31 mars 2016 sont de 12 478 690 139 FCFA. Le total des engagements (anciens et nouveaux) est arrêté à 951 649 318 FCFA dont 134 441 191 FCFA pour 2016. Les projections financières au 31 décembre 2016 permettent au Projet de faire face à ces engagements, mais aussi de dégager un solde résiduel qui se chiffre à 140 000 000 FCFA, pour conduire entre autres les opérations d'achèvement du projet. **PPI Ruwanmu:** les réalisations financières cumulées au 31 mars 2016 s'élèvent à 9 677 468 735 FCFA avec un montant total d'engagements à liquider en 2016 de 925 566 868 FCFA, représentant essentiellement les reliquats des marchés de construction des pistes et divers montants relatifs aux retenues de garantie sur les forages et puits. L'apurement de ces engagements portera le total des réalisations au 31 décembre 2016 à 10 603 035 603 FCFA soit 100% du taux de décaissement sur les fonds extérieurs. En conséquence, toutes les autres

dépenses du PTBA 2015-16, y compris l'audit des comptes 2015 et l'achèvement doivent être supportées par les fonds de contrepartie.

C. Produits et effets

15. **AS1: Aménagement des bassins versants.** Le ProDAF prévoit pour 2016, l'aménagement de 1028 ha de terres pour 6582 bénéficiaires pour les régions de Maradi, Tahoua et Zinder. Cette activité sera conduite sous forme de contrats avec les ONG chargées de l'encadrement technique (8 ONG mobilisées) et les IMF chargées du paiement du cash.

16. La mission a également noté : (i) une synergie d'action entre le PAM (traitement mécanique) et le ProDAF (mise en valeur) sur les sites de CES/DRS qui est un facteur encourageant (1028 ha programmés dont 600 ha dans le cadre de la collaboration avec le PAM); (ii) les normes techniques de confection des ouvrages de CES/DRS ne sont cependant pas respectées dans certains cas; (iii) le paiement du cash sur les sites de CES/DRS n'est pas régulièrement assuré par les IMF du fait de la non disponibilité des fonds à temps; (iv) l'évaluation des rendements des productions agricoles, pastorales et sylvicoles sur les sites de CES/DRS n'est pas prévue dans les conventions entre les URGP et les ONG chargées de la mise en œuvre; (v) le dispositif de surveillance de la RNA et les mesures d'accompagnement sur la sensibilisation de masse ne sont pas prises en compte dans la démarche de mise en œuvre; et (vi) l'implication très limitée des AUE dans le processus de planification et de gestion des CES/DRS.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Les structures chargées de l'exécution (ONG) et celles chargées du contrôle de qualité (STD) doivent veiller au respect des normes	Responsable Composante1	Juin 2016
Assurer l'évaluation des rendements des sites agro- sylvo- pastoraux de CES/DRS	Responsable Composante1	Avril et Décembre 2016

17. **AS2: Infrastructures de mobilisation des eaux.** Les activités programmées dans le PTBA 2015-2016 dans les 3 régions au titre de ce volet concernent les études de réalisation de 35 seuils de types 1 et 2, l'aménagement d'une mare et 3 mini barrages. Les protocoles sont en cours de préparation entre les URGP et les DRGR pour l'identification et la confirmation des sites d'implantation des seuils d'épandage et des mini barrages.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Tenir compte des ouvrages existants dans les bassins-versants et intégrer les mesures de réhabilitation et/ou de renforcement de ces ouvrages dans les projets de réalisation de nouveaux ouvrages	Responsables composante 1	Continue

18. **AS3: Aménagement des bassins de production.** Le processus d'aménagement des superficies en petite irrigation a été engagé dans le cadre de la mise en place du mécanisme de financement à coûts partagés par les Institutions de Financement (IF) au profit des promoteurs des Micro-Entreprises Rurales (MER) de la zone d'intervention du ProDAF. Tout en engageant les réflexions qui devaient aboutir à l'élaboration des outils de contractualisation avec les IF, le ProDAF a opté de commencer par une première opération modeste avec la BAGRI avec comme objectif de financer exclusivement les kits de petite irrigation sur financement du guichet PPI Ruwanmu.

19. **AS4: Adaptation de l'agriculture aux changements climatiques.** L'amélioration des cultures pluviales et leur adaptation aux changements climatiques sont envisagées à travers la mise en place de 74 Champs Ecoles Paysans (CEP) où seront formés 2260 producteurs, la réalisation de 814 ha d'ACAP au profit de 1628 producteurs vulnérables et la conduite de 12 116 ha de RNA pour 21 600 producteurs au titre du PTBA 2015/2016. Le ProDAF utilise les CEP et l'Appui Conseil Agricole Paysan (ACAP) comme outil pour atteindre ses objectifs d'accroissement, de diversification et d'adaptation aux changements climatiques des productions agricoles à travers l'amélioration de la productivité agricole des cultures pluviales et maraîchères. La mission a noté: (i) des conventions axées sur les résultats signées avec les partenaires; (ii) l'existence d'un guide national de mise en place et animation des CEP (malheureusement peu connu des acteurs); (iii) l'absence de données

pour apprécier l'impact des CEP dans la production agricole; et (iv) que certaines activités de production sont prévues pour être financées sur des guichets avec des ressources non disponibles.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Ajuster les prévisions par guichets lors de la révision du PTBA	Resp Composante 1	Juin - 2016
Etablir une situation de référence sur les rendements au niveau d'un échantillon de producteurs bénéficiaires et non bénéficiaires afin de mieux apprécier la contribution de ces CEP	Resp Composante 1	Mai 2016
Assurer une meilleure vulgarisation du guide national CEP auprès des acteurs de mise en œuvre	Resp Composante 1	Avril – Décembre 2016
Prendre les dispositions nécessaires pour assurer le recyclage des facilitateurs et superviseurs en rapport avec la DGA	Resp Composante 1 URGP Maradi et Tahoua	Avril 2016

20. **AS5: Amélioration de la petite irrigation.** L'amélioration de la petite irrigation est envisagée à travers la mise en place de 194 CEPM et la formation de 5870 producteurs/productrices dans les trois URGP. Cette activité n'a pas démarré du fait que les cultures irriguées commencent en septembre-octobre. La mission a noté que la démarche de conduite des CEP/CEPM nécessite d'améliorations afin de se conformer au guide national (différence de coût unitaire, recyclage des facilitateurs).

AS6: Amélioration du petit élevage et aviculture. Le guichet ProDAF/FIDA a prévu en 2016 la réalisation des démonstrations d'innovations paysannes en élevage (DIPE) pour 10 centres à Tahoua, 10 à Zinder et 20 à Maradi, soit un total de 40 sur les 210 centres à développer pendant la durée du Programme. En 2016, le guichet prévoit également l'installation d'un Service Vétérinaire Privé de Proximité (SVPP) à Maradi et d'un autre à Zinder sur un total de 5 à installer sur la durée du Programme. La mise en place des kits de petits ruminants et volailles n'est pas prévue dans le cadre du PTBA 2016.

21. Au titre des DIPE, dans les trois régions, les conventions pour leur mise en œuvre ont été signées pour l'essentiel entre les 23 et 29 mars 2016 avec les partenaires qui sont les SVPP existants et la Direction Régionale de l'Elevage (DREL). A Tahoua, la mise en œuvre sera assurée par le SVPP d'Illéla et le contrôle qualité par la DREL. Le démarrage est effectif dans le PDE de Badaguichiri et les actions en cours sont le ciblage des bénéficiaires et le diagnostic pour l'identification des thèmes techniques à diffuser. Les résultats du ciblage et l'identification des thèmes techniques feront l'objet de validation conjointe par le Programme, la DREL et le partenaire SVPP. Pour les régions de Zinder et de Maradi, les activités n'ont pas encore commencé sur le terrain. La mission constate à ce niveau que les responsabilités d'exécution et de contrôle qualité ne sont pas séparées dans les conventions signées avec les directions régionales de l'élevage. Aussi, on note l'absence d'un cadre de référence technique pour la mise en œuvre des DIPE, ce qui conduit à des approches différentes. L'élaboration d'un guide national est nécessaire sous le leadership du Ministère en charge de l'élevage. D'autre part, le PTBA n'a pas prévu la mise en place de kits agropastoraux en 2016, mettant en avant les DIPE alors que ces dernières doivent soutenir le capital productif. Si ce choix stratégique n'a aucun effet pour les agro éleveuses avec un capital productif disponible, il reste mal approprié pour les vulnérables. Ainsi, la réalisation des DIPE aurait pu être couplée à la mise en place des kits afin de mieux stimuler l'adhésion à la formation et le renforcement des capacités aux vulnérables.

22. Par rapport à la mise en place des nouveaux SVPP, un guide national est disponible et l'URGP de Zinder a été responsabilisée pour l'élaboration des termes de référence à travers une concertation avec les autres URGP. Les TDR sont en cours de finalisation afin d'amorcer le processus de leur validation et de signature des conventions. La mission a noté que ces termes de références en cours de finalisation ne définissent pas toute la démarche de mise en place des SVPP et ne prennent pas aussi en compte certains éléments contenus dans le guide national d'installation des SVPP. La mission note par ailleurs qu'il existe des partenaires engagés dans l'installation des SVPP dans les régions de Maradi et Zinder. Malheureusement, la synergie entre ces partenaires n'est pas développée et reste timidement appréhendée par les directions régionales de l'élevage.

23. D'un point de vue du personnel, il est constaté que le poste d'assistant technique national (ATN) en appui aux activités d'élevage est devenu vacant, ce qui affecte l'appui technique aux URGP sur la thématique. La mission formule les recommandations suivantes:

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Améliorer les TDR élaborés par rapport aux SVPP afin de présenter une démarche complète conforme aussi avec le guide d'installation des SVPP	URGP Mi-Ta-Zr – Resp Composante 1	Mai 2016
Promouvoir une synergie d'action entre le ProDAF et les partenaires engagés dans la mise en place des SVPP (REGIS/ER, ...) sous le leadership de la DREL	Coordonnateurs URGZ Zinder et Maradi	Avril – Déc 2016
Accompagner le Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage pour l'élaboration d'un guide national sur les DIPE	URGP Mi-Ta-Zr – Resp Composante 1	Avril – Déc 2016
Recruter un nouvel ATN élevage à la CENAT dans les meilleurs délais	MAG/EL – CENAT Maradi	Avril – Mai 2016

24. **AS7: Renforcement Organisationnel et institutionnel.** Conformément à l'approche du faire-faire, des conventions de collaboration ont été négociées avec des partenaires de mise en œuvre identifiés dans le DCP du ProDAF. La mission rappelle que cette activité structurante affecte le ProDAF dans son ensemble et notamment les activités d'ingénierie sociale d'appui aux structures de gestion des infrastructures économiques (AS11) et de renforcement de services non-financiers aux producteurs et aux MER (AS12). Il est important dès lors, de mobiliser les responsables respectifs de ces activités structurantes dans la définition du contenu du contrat, des résultats attendus et des livrables. Les contrats d'ingénierie sociale sont établis sur la base de moyens à mobiliser liés à des résultats spécifiques à atteindre et une fois signés, ils se justifient par des remises de rapports et de factures éligibles. Ce dispositif est lourd, tant du côté des partenaires que du ProDAF. Le suivi de l'atteinte des résultats n'est plus lié aux paiements, et on observe un risque de basculer vers une obligation de moyens plutôt qu'une obligation de résultats.

25. La mission entérine la proposition de la CENAT aux URGP d'évoluer vers des contrats axés sur les résultats par la mise au point d'un outil permettant de quantifier l'atteinte des résultats attendus par des livrables qui seront certifiés conformes par le Responsable de Composante. Les partenaires rencontrés (RECA, CRA, Fédérations, AcSSA) ont tous réagi positivement à cette innovation. Ils vont définir une matrice des livrables pour chaque partenariat sur la base de leur connaissance respective des produits attendus et des leçons tirées de plusieurs années de collaboration. Cette matrice devra être prête pour la prochaine mission de supervision. Les contrats déjà signés n'incorporeront cette innovation qu'en 2017, 2016 sera mis à profit pour déterminer la matrice des livrables.

26. **Réseau National des Chambres d'Agriculture (RECA).** Le RECA considère son partenariat avec le ProDAF comme excellent tant en termes de leçons tirées, que de partage et de capitalisation sur des thématiques auxquelles le RECA a accroché son nom: ingénierie sociale, appui conseil agricole, AUE. Une convention de collaboration propre au RECA est en cours de négociation avec la CENAT pour des questions transversales de politique agricole: dispositif d'appui conseil agricole paysan, mandat des AUE et évolutions possibles, mise en œuvre du FISAN, suivi des échanges commerciaux au niveau de la sous-région en collaboration avec la CCIAN, contribution aux réflexions dans le cadre du SAHEL et des forums paysans. Un contrat spécifique sera passé concernant la contribution du ProDAF à la construction du siège du RECA à Niamey. Etant membre du comité de pilotage du ProDAF, la mission recommande que le RECA continue à participer aux missions de supervision comme il le faisait pour le PASADEM et le PPI Ruwanmu.

27. **Chambres Régionales d'Agriculture (CRA).** Concernant l'ingénierie sociale stratégique au sein des PDE, des conventions de collaboration ont été négociées par chaque URGP avec les CRA de leur région respective sur la base de termes de référence et d'une proposition financière établie sur la base des moyens à mobiliser: (i) CRA-Maradi/URGP Maradi, la convention est au dernier stade de négociation; (ii) CRA-Tahoua/URGP Tahoua, la convention est signée (25 mars 2016) et le recrutement d'animateurs est lancé pour un début des activités au 1er mai 2016; (iii) CRA-Zinder/URGP Zinder, la convention est au dernier stade de négociation, le recrutement d'un superviseur intégrera la promotion interne pour valoriser les acquis durant la période précédente (contrat avec le PPI Ruwanmu). Les 3 contrats comportent des appuis spécifiques du RECA qui sera

mobilisé à la demande des CRA sous forme de missions spécifiques définies par des termes de référence. Ces conventions trisannuelles sont traduites par des contrats annuels dont le renouvellement et le volume est déterminé par des évaluations lors de la confection du PTBA de l'année suivante. La mission suggère de faire évoluer ces contrats vers des contrats axés sur les résultats dès l'année 2017.

28. Fédérations régionales paysannes. Dans chaque région des contrats avec les fédérations régionales sont en cours de négociation avancée. Ces conventions contiennent des activités d'appui conseil incluant des activités d'appui conseil technique CEP et CEPM au producteur et de conseil de gestion à l'endroit des unions membres. Nonobstant une étude récente du HCi3N et du RECA sur l'appui-conseil agricole reconnaît ce mandat aux organisations paysannes, la mission rappelle qu'il est important de maintenir un équilibre entre ces différents types d'activités afin que l'appui conseil de gestion et le développement d'activités marchandes, qui vise à garantir une autonomie financière des fédérations et de leurs membres dans l'économie rurale, leur assure une croissance économique au travers de services économiquement viables. Dans certains cas, comme à Zinder, et lorsque l'appui conseil technique diffère trop du mandat de la fédération concernée (cas du CSAOCP), la mission recommande de revoir le contenu de la collaboration et de l'axer sur les services d'audit comptables des unions et des fédérations. La mission recommande de faire évoluer ces contrats vers des contrats axés sur les résultats mesurés par des livrables sur lesquels URGP et fédérations se seront accordés.

29. Services techniques déconcentrés. Les 3 URGP sont en train de signer des conventions de collaboration avec les DRA (CEP, CEPM), les DREL (DIPE), les DRGR (ouvrages de mobilisation des eaux). Les capacités des STD ont été renforcées, afin qu'ils puissent effectuer leur mandat de supervision et de contrôle qualité des partenaires de mise en œuvre des activités techniques du ProDAF.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Définir le contenu des contrats d'ingénierie sociale en contrats axés sur les résultats mesurés par des livrables (RECA, 3 CRA, fédérations)	RC1, RC2 ATNS/IP	30 septembre 2016

30. AS8. Leadership féminin et amélioration de la sécurité nutritionnelle. Les trois URGP préparent actuellement le démarrage des activités de l'AS8. L'URGP Zinder a signé une convention trisannuelle avec l'opérateur chargé de la mise en œuvre du paquet d'activités (ONG AFV); elle a aussi identifié l'opérateur chargé de l'alphabétisation des groupes cibles (ONG NODEF). Les deux opérateurs disposent d'une expérience avérée dans les domaines de travail qui leur ont été confiés/on compte leur confier (cf. Annexe: Caractérisation des ONG qui mettront en œuvre l'AS8 dans la région de Zinder). Les URGP Maradi et Tahoua sont sur le point de lancer une consultation restreinte pour recruter les opérateurs chargés du paquet d'activités AS8, sur la base des résultats d'un avis à manifestations d'intérêt lancé au premier trimestre.

31. La pertinence du paquet d'activités de l'AS8 a été reconfirmée à plusieurs reprises en 2015 (évaluation externe de la mise en œuvre de la SDEAF/J en juin; RMP du PASADEM et du PPI Ruwanmu au dernier trimestre); les constats de terrain de la présente mission confortent ces résultats. La mission a notamment rencontré: (i) deux réseaux de groupements MMD à Doungou (PDE de Doungou-Matamèye, région de Zinder), et (ii) un réseau de groupements MMD à Koona (PDE de Tessaoua, région de Maradi). Certains membres des groupements de Doungou avaient bénéficié entre 2013 et 2015 des activités du PPI Ruwanmu; par contre, le village de Koona a bénéficié d'un paquet d'activités de « Renforcement des mécanismes de résilience des populations les plus vulnérables » du PASADEM.

32. La mission constate que les réseaux et groupements rencontrés à Doungou sont très dynamiques de plusieurs points de vue: (i) organisationnel (un réseau crée avec l'appui de l'autre; groupements sortis des réseaux pour non-respect du règlement); (ii) économique (cotisations payées régulièrement, système épargne et crédit fonctionnel dans les groupements, facilitation de l'accès aux IMF); et (iii) civique (participation au HG, actions en faveur de la scolarisation, etc.). Même à titre individuel, les femmes membres de ces réseaux ont profité activement des opportunités proposées

par le PPI: (i) 22/186 (11,8%) ont été promotrices de micro-projets d'irrigation (souvent en binôme mixte, avec leur voisin de parcelle); (ii) 25/186 (13,4%) ont été stagiaires de CEPM et ont bénéficié du premier cycle d'alphabétisation; (iii) 5 sont présentes dans le HG, dont 2 commerçantes moyennes (exportatrices sur Mai Adua au Nigéria); (iv) de nombreuses autres femmes font de l'irrigation sur leur gamana (lopins attribués par les maris), louent ou achètent des terres; et (v) toutes font des AGR liées à la transformation agricole, surtout de produits de l'agriculture irriguée (bénéfice: jusqu'à 8 000 F CFA/mois); en 2015, un groupe restreint de femmes (10/186, donc 5,4%) a eu accès par leurs réseaux de groupements à des crédits par des IMF allant jusqu'à 200 000 F CFA sur 6 mois, qui ont été recouverts à 100%. Une dynamique économique et civique positive est donc en train de se créer autour des groupements féminins de Doungou, qui se nourrit également: (i) d'une solide histoire locale de développement communautaire incluant aussi les organisations féminines; et (ii) du contexte favorable de développement des activités de production, transformation et commercialisation des produits irrigués autour de la plateforme de Doungou, promue par le PPI et ensuite par le ProDAF. Sur cette base, la mission reconferme la pertinence du ciblage géographique de Doungou en tant que l'un des trois PDE de concentration de l'AS8 à Zinder.

33. La mission constate aussi qu'une dynamique positive s'est enclenchée dans le village de Koona, bénéficiaire d'un paquet d'activités d'amélioration de la résilience par le PASADEM: (i) le GFS, géré par un COGES de 11 membres (une par groupement), a bénéficié à l'ensemble des 343 femmes membres, qui ont régulièrement remboursé leurs emprunts à la récolte (le GFS augmenté son stock de 16,33 à 18 tonnes en deux ans); ouvert au moment du deuxième sarclage (fin août), le GFS a permis aux femmes de se consacrer à leurs propres champs au lieu de faire du salariat agricole à une période-clé du calendrier agricole; (ii) les femmes membres des groupements ont bénéficié de sensibilisations en matière de nutrition par des relais communautaires; les recettes apprises lors des démonstrations culinaires ont profité aux femmes allaitantes, qui ont déclaré ne pas avoir connu de cas de malnutrition chez leurs enfants après le sevrage; (iii) le poulailler, mis en place début 2016 au profit des femmes des ménages les plus vulnérables du village, est fonctionnel et a été à l'origine d'une nouvelle disponibilité d'œufs dans le village, qui auparavant en était dépourvu; les bénéficiaires ont déclaré que la consommation d'œufs est rentrée dans leurs habitudes alimentaires (y compris des femmes enceintes, traditionnellement exclues de leur consommation); des solutions à la faible productivité du poulailler sont proposées dans le cadre des recommandations sur l'AS6; (iv) les « kits petits ruminants » distribués en 2014 aux femmes issues de ménages vulnérables (ayant néanmoins les moyens de nourrir ces animaux) ont eu une bonne productivité; des bénéficiaires ont déjà pu vendre des chèvres pour faire face à des cérémonies ou pour améliorer leur couverture céréalière en période de soudure (+2/3 mois avec la vente d'un chèvre/bouc); elles ont également introduit le lait dans le régime de leurs familles, ce qui a influé sur l'état nutritionnel des enfants (elles ont déclaré ne plus avoir eu de cas de malnutrition – tamoa – depuis ce changement de régime). Ces constats de terrain reconferment la pertinence des activités de l'AS8 ciblant les ménages les plus vulnérables et visant d'une manière plus générale l'amélioration des pratiques de nutrition.

34. Dans la région de Maradi, l'AS8 s'inscrit dans la continuité de certaines actions du PASADEM et du PPI Ruwanmu, aussi bien en termes de suivi que de financement des activités. A ce sujet, la mission observe que: (i) Le PTBA 2016 prévoit la formation et l'équipement de 38 groupements de femmes et jeunes en AGR respectueuses de l'environnement, mais le montant disponible (9,6 millions) est insuffisant. Pour cela, 15 dossiers d'AGR ont été présélectionnés et soumis à la Direction Régionale de l'Environnement (DRE), pour une ultérieure sélection sur la base de la pertinence environnementale de l'AGR; (ii) En 2015, le PPI Ruwanmu a mis en place 10 centres d'alphabétisation et le PASADEM 34 centres, dont les apprenants nécessitent d'un deuxième cycle de formation. Les ressources disponibles dans le PTBA sont limitées (15,3 millions) et relèvent du guichet ProDAF/FIDA.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Evaluer le nombre de groupements qu'il est possible de former et équiper avec le montant disponible sur des AGR respectueuses de l'environnement (prioriser sur la base de leur appartenance aux PDE de concentration et de la proximité aux MDG/CC).	Assistante LFSN /Responsable composante 1 URGP Maradi	Immédiat
Conduire un deuxième cycle d'alphabétisation dans un nombre limité de centres en fonction des ressources disponibles (prioriser sur la base de leur appartenance aux PDE de concentration)	Assistante LFSN /Responsable composante 1 URGP Maradi	Après la signature de la convention avec l'opérateur

35. Sur un plan plus général et dans les trois régions, la mission attire l'attention sur les deux aspects suivants: (i) la revue à mi-parcours du PPI Ruwanmu a recommandé la conduite d'une étude sur les jardins de case (JDC), qui n'a pas été réalisée et pour l'instant elle n'est programmée que par l'URGP Zinder. Pourtant, les JDC font partie du paquet d'activités de l'AS8 (même s'ils ne sont pas programmés pour 2016); (ii) depuis le mois de janvier 2016, un exercice de planification stratégique est en cours au niveau des trois URGP avec l'appui d'une assistance technique internationale. En ce qui concerne l'AS8, cet exercice a déjà débouché sur le choix de 3 PDE de concentration par région, et notamment: (i) Djirataoua, Guidan Roumdji et Tessaoua à Maradi; (ii) Badaguichiri, Karofane et Tounfafi à Tahoua; (iii) Bandé, Doungou et Guidimouni à Zinder; la proposition de concentrer les activités sur 3 ans (au lieu de 6), pour améliorer l'impact des actions prévues, a également émergé au cours de cet exercice. Par contre, rien n'est encore prévu en termes de contractualisation axée sur les résultats (à l'image du processus en cours avec les opérateurs AS7), avec un chronogramme et des livrables clairement définis sur 3 ans.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Conduire dans les 3 régions l'étude sur les jardins de case (mis en place par le PPI et par le PASADEM) prévue par la RMP.	ATJ Genre et ATJ Agronome	Septembre 2016
Procéder à l'élaboration d'un chronogramme détaillé des activités AS8 sur 3 ans; sur cette base, spécifier clairement les livrables dans tout nouveau contrat, convention et TDR AS8	Assistante LFSN /Responsable composante 1 URGP Maradi, Tahoua et Zinder	Avant l'élaboration du PTBA 2017

36. **AS9. Développement des infrastructures commerciales des PDE.** L'importance du choix des sites est une des décisions stratégiques les plus conséquentes vers laquelle est tendue toute l'ingénierie sociale stratégique par l'implication de toutes les parties prenantes. La mission a observé que cette décision est quelquefois laissée à des missions techniques qui, seules, n'ont pas tous les éléments en main, notamment économiques et financiers pour juger de l'efficacité de l'investissement. Les comités de construction sélectionnés par les *Hadin Gwiwa* sont l'interface entre l'ingénierie civile (cabinet conseil, puis entreprises durant les réunions de sites) et les opérateurs économiques, futurs usagers et gestionnaires du marché. Leur implication et leur consultation sont cruciales afin que puisse s'exercer la pression sociale et l'appropriation attendues de leur implication.

37. Concernant les 7 sites de Marchés de Demi-Gros/Plateformes de Commercialisation (MDG/PFC) sur financement ProDAF/OFID (Maradi: Gourgia; Tahoua: Doguéraoua, Kéhéhé, Sabon Guida; Zinder: Bandé, Doungou, Guidimouni), avant de finaliser les DAO, il est nécessaire que les instances de décision fassent une reconnaissance spécifique sur site des besoins de terrassement afin d'affiner l'efficacité de l'investissement en impliquant les mairies et les *Hadin gwiwa*. Au vu de sa localisation, la PFC du site d'Awilikiss, initialement prévue sur financement ProDAF/OFID est rattachée au PDE de Badaguichiri au sein duquel le marché draine déjà les productions agricoles de cette zone. La mission approuve son reclassement en centre de collecte satellite sur financement PAMIRTA; parallèlement, la mission approuve la prise en compte de la réhabilitation des deux centres de collecte d'oignons de Koumassa et Koundigué, situés dans le PDE de Sabon Guida et qui constituent des lieux d'approvisionnement cruciaux de ce marché de demi-gros d'oignons construit sur financement ProDAF/OFID. Ces décisions devront faire l'objet d'explications avec les autorités et les *Hadin Gwiwa* concernés.

38. Le PTBA 2015-2016 a prévu les études de quatre MDG dont trois dans la région de Tahoua (Karofane et Badaguichiri) sur financement PAMIRTA et Sabon Guida sur financement ProDAF/OFID et un (Guidan Roumdji) dans la région de Maradi sur financement ProDAF/FIDA. Le processus de recrutement du bureau d'études est en cours pour les MDG de Karofane et Badaguichiri et les

dossiers des MDG de Sabon Guida et de Guidan Roumdji sont au stade validation des études et des DAO avant leur lancement pour un démarrage des travaux au 4ème trimestre 2016.

39. Pour les cinq plateformes de commercialisation prévues dans le PTBA 2015-2016 sur financement ProDAF/OFID le démarrage des travaux est prévu en juillet 2016. Les dossiers de construction des centres de collecte sont au stade d'identification de sites (région de Tahoua) et de validation du DAO (région de Maradi).

40. Les trois sites du PASADEM, Djirataoua, Sabon Machi et Tessaoua, atteignent un stade avancé en termes de réalisations physiques. Concernant les délais, ces comités ont exprimé leurs regrets (Djirataoua et Tessaoua) et leur satisfaction (Sabon Machi).

41. Les chantiers de construction de 3 MDG sont en cours avec des niveaux d'avancement de: (i) Sabon Machi: 23% d'exécution physique pour 28% de consommation de délai, (ii) Djirataoua: 79% d'exécution physique pour 97% de consommation de délai, et (iii) Tessaoua: 42% d'exécution physique pour 54% de consommation de délai. La visite sur le chantier du MDG de Djirataoua a permis de constater quelques insuffisances et malfaçons, principalement: (i) mauvaise soudure des IPN de la charpente, (ii) mauvais raccordement des poteaux, (iii) diamètre non conforme de certains fers à béton des banquettes, (iv) des aménagements inappropriés (cloisonnement, banquettes, seuil autour du hall).

42. Cette situation interpelle trois niveaux d'intervention à savoir: (i) l'équipe de contrôle qui n'a visiblement pas une emprise réelle sur les travaux, (ii) le cabinet de contrôle qualité qui doit certifier certaines étapes essentielles avant la poursuite des travaux et (iii) le cabinet ayant réalisé les études qui devra procéder à des adaptations.

43. **Les centres de collecte satellites/Maisons du paysan.** L'emplacement des centres de collecte satellites répond à la logique économique d'approvisionnement des marchés de demi-gros à partir des principaux bassins de production de chaque PDE. Ils sont situés sur des marchés locaux existants et permettent par le volume des transactions d'être rentabilisés. Les Maisons du paysan réalisées (Sabon Machi, Guidan Roumdji) ont été réceptionnées dans les délais, mais ne sont pas opérationnelles faute de structure de gestion. La mission recommande d'impliquer les *Hadin Gwiwa* concernés ainsi que la mairie pour convenir d'un mode de gestion opérationnel impliquant les organisations de la société civile en milieu rural afin que les activités des Maisons du paysan entrent en synergie (notamment économique) avec les marchés de demi-gros.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Etablir un rapport détaillé cosigné par les parties prenantes de chaque site d'implantation de MDG/PFC avec leurs caractéristiques économiques et physiques spécifiques en optimisant les coûts de terrassement et évaluer le terrassement du MDG correspondant à un linéaire de piste à convertir en surface de MDG terrassés	Coordinateurs URGP	15 mai 2016
Elaborer une note technique de la construction des centres de collecte à Awilikiss (PDE de Badiguichiri, PAMIRTA) Koundigué et Koumassa (PDE de Sabon Guida, ProDAF/OFID)	Resp composante 2 / URG P Tahoua	30 juin 2016
Pour l'alimentation en eau des infrastructures commerciales, rechercher un financement complémentaire ou des partenaires pour un cofinancement	ATN- DP/coordonnateurs URGP	continue
Notifier à la mission de contrôle les insuffisances constatées au niveau du chantier de Djirataoua et demander le remplacement du contrôleur permanent par un technicien plus compétent	Resp composante 2 / URG P Maradi	immédiat
Suspendre les travaux du hall du MDG de Djirataoua et soumettre la charpente à l'appréciation du cabinet de contrôle qualité BA2C avant la pose de la toiture conformément aux dispositions contractuelles	Resp composante 2 / URG P Maradi	immédiat
S'assurer de l'effectivité des missions du cabinet BA2C aux étapes charnières conformément aux dispositions contractuelles	Resp composante 2 / URG P Maradi	continue
Au regard de certaines dispositions visiblement inappropriées relevées sur les chantiers de MDG en cours, organiser une séance de travail sur chaque chantier avec le cabinet d'architecture pour une harmonisation des compréhensions	Resp composante 2 / URG P Maradi	immédiat

AS10. Construction des pistes rurales

44. Etudes des pistes rurales. Sur les prévisions du PTBA 2015-2016, trois dossiers d'études de construction et/ou de réhabilitation de pistes sont en préparation dans les régions à savoir: (i) 160 km sur financement ProDAF/OFID dans les 3 régions conduites par l'URGP de Maradi, (ii) 120 km prévues sur guichet PAMIRTA mais financé par ProDAF dans la région de Tahoua et (iii) 55 km de pistes sur guichet ProDAF/FIDA dans la région de Zinder. Pour l'ensemble de ces dossiers, le processus est au stade de recrutement des cabinets d'études (manifestation d'intérêt). Les plans d'action élaborés par les responsables des composantes aboutissent à la disponibilité des dossiers d'études et des DAO à la fin de l'année et le démarrage du processus de recrutement des entreprises pour les travaux. Le paiement des activités programmées dans les PGES est intégré aux marchés des entreprises alors que la mise en œuvre de certaines activités ne leur incombe pas. Les plans d'action élaborés par les équipes donnent des indications sur les niveaux réels d'atteinte des cibles à la fin de l'année 2016. Il apparaît déjà que certaines prévisions ne seront pas atteintes compte tenu des délais incompressibles des procédures de passation des marchés et de déroulement des activités. A titre d'exemple: (i) le PTBA 2015-2016 prévoit la réalisation des seuils d'épandage mais à travers les plans d'actions, seuls les dossiers (études et DAO) seront disponibles, (ii) pour les pistes en études, le PTBA prévoit l'achèvement du processus de recrutement des prestataires et le paiement des avances de démarrage, mais les plans d'actions prévoient dans le meilleur des cas que les PME soient recrutées avant la fin de l'année.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Extraire des DAO le montant des conventions signées avec le BEEEI pour le suivi de la mise en œuvre des mesures environnementales et sociales	RPM/URGP	continue
Mettre à profit la révision du PTBA pour recadrer les prévisions budgétaires, notamment les avances de démarrage aux entreprises	Resp composantes 1 et 2, ATNS&E	Juin 2016

45. Travaux de construction/réhabilitation des pistes rurales. Les travaux de construction/réhabilitation d'un linéaire total de 108,44 km de pistes rurales financées par PUSADER+ réparties en 5 lots sont en cours de démarrage dans les régions de Maradi (93,08 km) et de Tahoua (15,36 km). Les taux d'exécution vont de 3% à 17% pour une consommation de délai de 8% à 25% et un taux de décaissement de 20% (avance de démarrage).

46. Les travaux de construction/réhabilitation de 123,19 km de pistes rurales en 3 lots en cours dans la région de Zinder sur guichet PPI Ruwanmu connaissent d'importants retards. Conformément à la recommandation de la mission de revue à mi-parcours du PPI Ruwanmu et suite à la demande des entreprises, les délais contractuels ont été prolongés de trois mois ce qui devrait permettre d'achever les travaux. Les taux actuels d'avancement sont de: (i) 59% pour le lot 1 avec un délai prolongé consommé à 110%, (ii) 61% pour le lot 2 avec un délai consommé à 103% et (iii) 60,4% pour le lot 3 avec un délai prolongé consommé à 109%. Les travaux se poursuivent avec un rythme très faible sur les chantiers des lots 1 et 2 mais celui du lot 3 est inactif depuis deux semaines au moins. La mission note que le délai prolongé du cabinet de contrôle est expiré et la Direction Régionale du Génie Rural assure le suivi-contrôle des travaux depuis le 11 mars 2016 à travers une convention d'une durée de 3 mois. Une mission conduite par l'Inspection générale des services du Ministère de l'Agriculture à la fin du mois de mars 2016 a recommandé, compte tenu de la situation des chantiers, les mesures suivantes: (i) adresser une deuxième mise en demeure à chaque entreprise pour insuffisance de réactivité et non-respect des recommandations formulées par les missions de supervision et (ii) étudier les conditions d'une mise en régie des chantiers pour la finalisation des travaux.

47. La présente mission note avec satisfaction que les lettres de deuxième mise en demeure ont été signées par M. le Ministre d'Etat, Ministre de l'Agriculture et de l'Elevage, le 21 avril 2016 et délivrées aux trois entreprises défaillantes. Toutefois, après analyse de la situation, la mission recommande: (i) adresser des lettres de rappel à toutes les entreprises en charge des travaux des pistes PUSADER+ pour le complément du matériel et du personnel et attirer leur attention sur les retards dans l'avancement des travaux; (ii) l'organisation d'une rencontre de travail entre l'IGS/MAG, la CENAT l'URGP de Zinder, les premiers responsables des entreprises accompagnées de leurs directeurs des travaux, la DGGR et la DRGR de Zinder pour discuter de la nouvelle organisation des travaux en réponse aux lettres de mise en demeure; (iii) vu la situation très préoccupante du chantier du lot 3

(arrêt des travaux, retrait des camions du chantier par l'entreprise sans communication préalable avec l'URGP) et compte tenu du contexte particulier des travaux (réhabilitation d'une piste existante) et du niveau d'avancement du rechargement, il peut être envisagé l'achèvement des travaux en régie après la fin de la période limite d'application des pénalités de retard; (iv) prendre les dispositions pour assurer la présence effective des premiers responsables des entreprises sur les chantiers lors des prochaines missions de supervision.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Adresser des lettres de rappel à toutes les entreprises en charge des travaux de pistes PUSADER+ pour le complément du matériel et du personnel et attirer leur attention sur les retards dans l'avancement des travaux	Composante 2 URG Maradi et Tahoua / ATN-Pistes	Immédiat
Organiser une rencontre de travail entre l'IGS/MAG, la CENAT l'URGP de Zinder, les premiers responsables des entreprises accompagnées de leurs directeurs des travaux, la DGGR et la DRGR de Zinder	IGS, URG Maradi, ATN pistes, DGGR	Immédiat
Prendre les dispositions pour une mise en régie du chantier du lot 3 (constat de l'arrêt unilatérale des travaux, évaluation des travaux restants, évaluation des besoins, etc.)	ATN-DP & ATN-Pistes / DGGR / Ministère de l'Équipement	Fin juin 2016
Prendre les dispositions pour assurer la présence effective des premiers responsables des entreprises sur les chantiers lors des prochaines missions de supervision	Coordonnateurs URG	permanent

48. **AS11. Gestion des infrastructures commerciales.** Les *Hadin Gwiwa* mis ou à mettre en place au sein des PDE sont le fruit des collaborations initiées dans le cadre du PASADEM ou du PPI Ruwanmu, avec les CRA et le RECA. Hormis les sites PASADEM où la progression des constructions a permis au *Hadin Gwiwa* d'évoluer avec des activités concrètes – participation aux réunions de chantiers, implication dans le fonctionnement des centres de collecte satellites (Maradi) – ces structures ont besoin d'un renforcement de leurs capacités afin de pouvoir communiquer avec toutes les parties prenantes locales sur l'évolution des investissements et sur l'implication des différentes organisations de la société en milieu rural. Cette ingénierie sociale sera fournie par les CRA avec lesquelles des conventions de partenariats sont ou vont être signées. Dans le cas où de nouveaux animateurs sont recrutés, il est important de consacrer les 2-3 premières semaines à leur mise à niveau en ingénierie sociale notamment par des stages hors de leur PDE d'affectation afin qu'ils apprennent des *Hadin Gwiwa* existants les processus en cours avant de rejoindre leur lieu d'affectation. Les échanges inter-CRA sont aussi fortement encouragés.

49. **ONG AcSSA-Afrique Verte.** L'ONG AcSSA-Afrique verte a été identifiée comme partenaire de mise en œuvre de l'appui aux structures de gestion des MDG/PFC sur les trois régions au vu des résultats positifs de cette collaboration avec le PASADEM. Toutefois, sur la base des leçons tirées de cette première collaboration, il est important de lier le démarrage de cette ingénierie sociale opérationnelle au début de la phase des travaux physiques sur site. Il est ainsi important de faire démarrer ces contrats en respectant les spécificités de chaque URG (immédiat pour URG-Mi, dans un délai de 4-5 mois pour les URG-Ta et URG-Zr). Des séances de travail avec l'URGP-Mi et l'ONG AcSSA ont permis d'établir une matrice de livrables liée à l'ingénierie opérationnelle applicable à chaque MDG/PFC. Cette matrice va permettre de concrétiser l'évolution des conventions de collaboration d'ingénierie sociale vers des contrats axés sur les résultats dont chaque livrable fera l'objet d'une facture accompagnée d'un certificat approuvé par le responsable de composante. Concernant la gestion des MDG, sur chaque site (ainsi que sur celui de Guidan Roumdji pour lequel les travaux n'ont pas commencé) un GIE regroupant les opérateurs économiques du marché de demi-gros a été constitué et formé pour assumer cette tâche. Cette ingénierie sociale opérationnelle, initialisée par AcSSA lors de la dernière période doit reprendre le plus rapidement possible comme l'ont exprimé des différents GIE rencontrés par la mission (à Djirataoua et à Sabon Machi).

50. **La gestion des CCS par les unions,** déjà effective depuis un an a installé ces unions dans le paysage économique rural. Les unions ont retrouvé une place centrale dans les transactions commerciales de produits agricoles sur ces centres qui augmentent constamment (la mission a pu échanger avec l'Union des semenciers d'Aguié en charge de la gestion du CCS de Dan Saga, PDE de Tchadoua et celle du CCS de Dara, PDE de Sabon Machi). Les représentants des *Hadin Gwiwa* des centres de collecte sont devenus membres des *Hadin Gwiwa* des marchés de demi-gros dont ils attendent beaucoup en termes de débouchés supplémentaire.

51. **Brigades d'Entretien Routier (BER).** Sur les 88 km de pistes construites par le PASADEM à Maradi avant le lancement du ProDAF, 37 BER ont été créées et formées techniquement par un opérateur privé. Ces BER ont reçu leur kit d'équipement d'entretien routier. Dans le cas des 71 km de pistes PUSADER, 13 BER à Maradi et 6 BER à Tahoua ont été mis en place et formées. Pour les 123 km de pistes Ruwanmu en cours à Zinder, 46 BER ont été mises en place et formées. Ces BER n'ont pas encore été équipées. Une sollicitation au ministère de l'Équipement (DGRR) a permis d'obtenir un premier lot qui devra être complété par le ProDAF avant d'effectuer la remise aux BER.

52. Un contrat « piste-marché » liant cette structure d'entretien des pistes à celles gérant les marchés devrait permettre à cette structure d'avoir une seconde source de financement en sus des dotations allouées aux directions de l'équipement par la CAFER pour l'entretien de certains réseaux secondaires sur lesquels ils interviennent.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Impliquer dans les réunions de sites aux stades finaux les considérations d'utilisation et faire l'inventaire des services essentiels nécessaires au marché en proposant des solutions concrètes en collaboration avec les GIE: pesage, électricité, eau	RC Comp 2 URGP-MI, CENAT ATNS/IP	30 juin 2016
Finaliser les conventions de collaboration avec AcSSA- Afrique verte comme contrat axé sur les résultats sur base de matrice de livrables par PDE définie au niveau chaque URGP	CENAT ATNS/IP, RC2 URGP	30 avril 2016 31 août 2016 31 août 2016
Séparer en deux contrats distincts le renforcement de capacités des BER, pour moitié consistant en leur émergence et formation technique (prestataires et DR Equipement), et pour moitié consistant en leur évolution vers une structure de services liée aux MDG/CCS et contractant avec leurs structures de gestion respectives (prestation AcSSA)	CENAT ATN/PR, RC2 URGP	Septembre 2016

53. **AS12. Promotion des activités commerciales au sein des PDE.** Depuis 2014, l'identification d'opportunités d'appui aux PME et MER a été conduite par le partenariat avec la société d'investissement SINERGI. Sur les 3 régions, SINERGI a identifié et déposé auprès de banques commerciales 37 notes d'instruction de PME. Le CA de SINERGI a retenu 14 de ces PME éligibles à leurs conditions d'investissement, au sein desquelles deux ont été sélectionnées et ont donné lieu à des plans d'affaires respectifs soumis à la BAGRI. A ce jour, l'une de ces PME a été retenue et son dossier de financement a été accepté par le comité de crédit de la BAGRI (117 millions de FCFA couverts à 43% par un investissement de SINERGI et à 57% par un crédit de la BAGRI). Les MER ne correspondent pas à l'échelle d'investissement de la société SINERGI (minimum de 20 millions de FCFA de besoins d'investissement). Au sein de chaque PDE, des pépinières de MER seront créées au sein des *Hadin Gwiwa*.

54. **Financement rural** Le financement rural concerne les activités structurantes 3 (financement des binômes irrigants) et 12 (financement des micro-entreprises rurales).

55. **Appréciation du mécanisme de financement mis en place et cohérence avec les règles du FISAN.** Le mécanisme de financement proposé dans le cadre du ProDAF, aussi bien pour les binômes irrigants que pour les micro-entreprises rurales (MER), répond aux principes et aux règles définis par le FISAN² qui constitue le cadre de référence du financement privé agricole avec un appui public. En particulier, le dispositif mis en place par le programme respecte l'indépendance de décision des institutions financières (politiques et procédures de crédit), limite la subvention apportée pour soutenir l'investissement agricole en deçà du taux maximum fixé dans les règles du FISAN³.

56. Cependant, la mise en œuvre du mécanisme de financement au niveau des PDE rencontre quelques difficultés à deux niveaux: (i) la coexistence de mécanismes similaires avec d'autres projets (PECEA à Zinder et PAPI à Maradi) et (ii) l'insuffisance de préparation des acteurs aussi bien au niveau des opérateurs ciblés (binômes irrigants actuellement) qu'au niveau des guichets des institutions partenaires (BAGRI actuellement). Le mécanisme de financement demande, au niveau

² Règles discutées lors des ateliers de juin 2015

³ Taux maximum de 45%

des URGP et des CRA (techniciens et élus), d'être mieux maîtrisé dans ses principes et ses modalités.

57. Appréciation des conventions avec les IF. Une première convention entre les trois URGP et la BAGRI a été signée dans le cadre du guichet PPI/Ruwanmu. Il s'agit d'une évolution par rapport au mécanisme initial du PPI Ruwanmu. La convention reprend bien l'esprit et les principes du mécanisme de financement du ProDAF. Cette première expérience, débutée en février 2016, constitue un pilote sur une période de 6 mois pour préparer les futures conventions à mettre en place dans le cadre du ProDAF.

58. La convention a délibérément un caractère restreint sur plusieurs de ses modalités par rapport à d'autres projets qui interviennent sur les régions du ProDAF à des conditions plus avantageuses (objets financés, plafond de subvention, taux de subvention). Cela va avoir un effet sur les résultats (en nombre de dossiers financés) qui devront être relativisés en particulier par rapport à la préparation de nouvelles conventions entre les URGP et les IF dans le cadre du ProDAF. Cette convention a le mérite de travailler l'environnement de la convention en particulier en ce qui concerne la préparation des producteurs au financement et aux relations avec les autres projets et programmes intervenants dans les trois régions du ProDAF. Un modèle de convention type a été préparé par la CENAT (AT-FR) qui reprend les grandes lignes du mécanisme de financement. Sur certaines modalités, des propositions d'amélioration ont été discutées pendant la mission de supervision (gestion du fonds de subvention, avance de fonds à l'IF, audit du portefeuille) et le modèle de convention type finalisé.

59. Stratégie de mobilisation des ressources de financement. Dans le cadre de la convention pilote sur la petite irrigation, la convention a été signée uniquement avec la BAGRI. La cible des petits producteurs empruntant pour acquérir le kit type d'irrigation est plus celle des institutions de microfinance. Les agences de la BAGRI sur le terrain privilégient des dossiers plus importants dans le cadre des autres projets (PECEA en particulier). La BAGRI a instruit 5 dossiers au niveau de l'agence de Zinder. Trois de ces dossiers sortent du plafond de la convention. Lors des échanges, et en présence de la CRA, il a été fait une proposition de concertation entre les projets pour éviter l'inscription des subventions uniquement sur le projet PECEA. Sur les autres régions, la BAGRI a reçu quelques demandes, non instruites à ce jour.

60. Afin d'offrir le plus grands choix aux acteurs (producteurs, MER, PME), il est proposé d'ouvrir la sélection des IF et de préparer des appels à propositions dans chaque région pour tenir compte des particularités. Cela passe préalablement par des rencontres individuelles avec les principales IF présentes dans les régions et d'organiser un atelier de présentation du mécanisme proposé. Le projet apportera une attention particulière sur l'implantation des réseaux de guichets et des conditions d'accès en fonction des opérateurs ciblés.

61. Mise en relation des acteurs économiques avec les institutions financières. La BAGRI forme actuellement les responsables d'agence et les chargés de crédit sur l'approche de crédit agricole (méthodologie développée avec l'appui d'autres projets). Cela devrait contribuer à améliorer la mise en relation pour traiter directement les demandes de crédit. Les URGP ont signé chacune une convention avec la CRA de leur région. Cette convention prévoit des actions d'information / sensibilisation et de formation/conseil. Cependant aucun dispositif n'est à ce jour prévu pour préparer les opérateurs au financement par le crédit.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Prévoir une concertation au niveau des 3 régions avec les autres projets présents en vue de trouver une complémentarité dans les actions de financement sur le terrain	AT FR et Resp comp URGP	Juillet 2016
Signer un accord de partenariat par région avec les autres projets et favoriser la mise en place d'un comité d'échange et de suivi par région	AT FR et Resp comp URGP	Août 2016
Améliorer les projets de convention pour prendre en compte l'expérience de la convention avec la BAGRI et les expériences en cours avec les autres projets	Assistant Technique FR	Juin 2016
Développer une stratégie de diversification des sources de financement afin d'offrir le plus le choix possibles aux acteurs (producteurs, MER, PME)	AT/ FR et URGP	Octobre 2016
Mener des actions d'information auprès des IF susceptibles d'être des partenaires du ProDAF dans les régions.	Assistant Technique FR	Septembre 2016
Préparer la mise en œuvre des conventions avec les partenaires d'appui aux acteurs à financer	AT FR	Octobre 2016
Préparer les actions d'accompagnement des conventions avec les institutions financières partenaires	A TFR et ATI	Octobre 2016

62. AS13. Intégration des échanges transfrontaliers. Le partenariat stratégique avec la chambre de commerce, et d'industrie du Niger (CCIN) a donné lieu à l'établissement d'une convention de collaboration de six ans sur laquelle s'adosse un plan d'action annuel. La CCIN va renforcer ses antennes régionales sur les domaines suivants: législation commerciale, organisation de mission prospective avec la chambre conjointe, renforcement du guichet unique de commerce extérieur, renforcement des capacités commerciales (non financières) des acteurs économiques. Un partenariat stratégique de 4 ans a été signé avec le CILSS pour intégrer le dispositif de suivi des flux transfrontaliers et des pratiques anormales et entraves commerciales (tracasseries administratives). Une première étude de référence est en cours sur ces thèmes qui devrait rendre ses conclusions lors d'un atelier de validation les 19-20 mai 2016. Une mission de la Commission Mixte Nigéro-Nigériane vient de se terminer afin de lancer le processus d'ouverture des corridors de Zinder-Jigawa-Daoura-Kano et de Tahoua-Sokoto-Kebbi-Zanfara. Sur ces deux corridors, le ProDAF rapporte des retards dans la mise en place des cellules techniques locales (CTL) au sein desquels les opérateurs régionaux peuvent commencer à se rencontrer.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Accélérer les processus de mise en place des CTL des régions de Tahoua et Zinder	CENAT ATNS/DP	30 juin 2016

Etat d'exécution du PPI Ruwanmu, du PUSADER+ et du PASADEM

63. PPI Ruwanmu et PUSADER+. Sur le plan physique, les activités réalisées au cours du premier trimestre 2016 concernent essentiellement la poursuite du processus de réception définitive des ouvrages de petite irrigation réalisés au cours des années 2014 et 2015, le financement de la petite irrigation à travers le mécanisme du financement à coût partagé, la poursuite de la construction des pistes dans la région de Zinder et la conduite de l'audit de l'exercice 2015. Le taux d'exécution physique est à 20%.

64. Pour le cas spécifique du financement de la petite irrigation sur le guichet PPI Ruwanmu, le processus a été engagé à travers une convention signée le 11 février 2016 entre la BAGRI et le ProDAF avec comme objectif de financer 720 kits d'irrigation (forage, motopompe, réseau californien) au profit de 1 440 promoteurs pour aménager et mettre en valeur 360 ha. Le financement total de 270 000 000 F CFA proviendra des promoteurs à hauteur de 13 500 000 F CFA soit 10%, 162 000 000 F CFA de la BAGRI sous forme de crédit soit 60 % et 94 500 000 F CFA du ProDAF sous forme de subvention soit 35%. Dans le cadre de cette convention pilote axée sur la petite irrigation, des actions importantes ont été menées pour la mise en œuvre opérationnelle du mécanisme. Il s'agit notamment des conventions signées avec les CRA au niveau des 3 régions pour prendre en charge

les aspects liés aux actions d'information / sensibilisation et de formation / conseil des producteurs et les missions de partage du contenu de la convention et des modalités d'accès à la subvention. A ce jour la BAGRI a instruit 5 dossiers au niveau de l'agence de Zinder, sur les deux autres régions quelques demandes non instruites à ce jour ont été reçues par la BAGRI.

65. Conformément à la recommandation de la RMP du PPI Ruwanmu, une étude de réévaluation des superficies irriguées a été conduite par le projet; une évolution de 10% est constatée sur la cible en petite irrigation.

66. En ce qui concerne la construction et réhabilitation des 3 tronçons de pistes PPI totalisant 123,19 km dans la région de Zinder, le niveau d'avancement des travaux par rapport aux délais est faible (la situation est donnée plus haut dans le chapitre construction/réhabilitation des pistes rurales). Le PUSADER+ est quant à lui dans sa deuxième et dernière année de mise en œuvre. A ce niveau, c'est essentiellement un linéaire de 108,44 km de pistes rurales qui est en cours de réalisation à travers cinq lots dont quatre à Maradi et un à Tahoua. Les cinq entreprises en charge des travaux ont commencé avec des niveaux d'avancement présentant des écarts entre le taux d'avancement physique et le taux de consommation des délais variant de 2 à 8%.

67. Sur le plan financier, les taux de décaissement des PTBA 2016 du PPI Ruwanmu et du PUSADER+ sont respectivement de 18% et 22% au titre des ressources extérieures. En intégrant les engagements déjà signés, les taux de réalisations financières sont de 106% pour le PPI Ruwanmu et 90% pour le PUSADER+. Cette situation s'explique par le glissement en 2016 des engagements n'ayant pas été liquidés en 2015 et le changement de l'imputation de certaines dépenses au fonds FFE suite à l'indisponibilité des fonds de la contribution de l'Etat du Niger. La situation cumulée des réalisations financières au 31 mars 2016 est de 91,5%. La situation projetée en fin 2016 est de 100% pour l'ensemble des financements (Prêt FIDA, Prêt FFE). La contribution de l'Etat est encore au stade de mobilisation.

68. L'une des principales préoccupations du PPI Ruwanmu reste la finalisation des travaux des pistes de la région de Zinder. La nécessité de trouver une solution urgente à cette situation préoccupante a été exposée à Monsieur le Ministre d'Etat, Ministre de l'Agriculture et de l'Elevage qui a promis d'appuyer le ProDAF dans la recherche de solutions appropriées.

69. Etant donné que l'achèvement du projet dépend de l'achèvement des travaux du volet pistes (date impossible à fixer pour le moment), la présente mission n'est pas à mesure de proposer une date d'achèvement et de clôture du PPI Ruwanmu. Elle recommande que cette question soit renvoyée à la prochaine mission de supervision envisagée en octobre – novembre 2016.

70. **PASADEM.** Le PASADEM a engagé la réalisation des travaux sur trois marchés de demi gros à savoir Djirataoua, Sabon Machi et Tessaoua. Ces travaux qui ont commencé à des dates différentes, se poursuivront jusqu'en fin décembre 2016 pour le dernier marché (Sabon Machi) si les conditions contractuelles sont respectées. En référence au processus de l'exécution des travaux du marché de Djirataoua sur la période du délai contractuel qui est à un niveau 97% pour un taux d'exécution de 79%, on peut projeter une réception provisoire de ce marché en fin mai 2016. Sur la base de cette situation de Djirataoua, on pourrait envisager raisonnablement la réception provisoire de Sabon Machi, dernier marché du PASADEM au plus tard en fin janvier 2017. Cette projection peut être atteinte si on continue à déployer le dispositif de suivi contrôle et de supervision mis en place jusqu'aujourd'hui qui implique différents niveaux (projet, région, national, supervision programme). Aussi, la faiblesse constatée dans les capacités des entreprises à conduire les activités conformément aux délais contractuels convenus malgré la disponibilité régulière des ressources conduit à une prudence dans la projection de la clôture des contrats.

71. Ainsi, sur la base des appréciations ci-dessus on peut envisager deux scénarii pour l'achèvement du PASADEM: (i) si la réception provisoire du dernier marché de Sabon Machi est projetée en janvier 2017, la réception définitive interviendra en janvier 2018. Sur cette base la période d'achèvement du PASADEM sera envisagée au premier trimestre 2018; (ii) si les 5% de la retenue de garantie, qui doivent prendre en charge les réparations et petits entretiens avant la réception définitive

sont couverts par une caution de garantie bancaire sur tous les marchés, on pourrait envisager la date d'achèvement du PASADEM au 30 mars 2017.

72. Compte tenu du niveau d'avancement des marchés notamment celui de Sabon Machi, les dates d'achèvement et de clôture du PASADEM ne pourront être appréciées valablement qu'en fin 2016 lorsqu'on aura des éléments suffisants d'appréciation de la situation de ces dossiers des marchés de demi-gros. On pourrait proposer la prise de décision de la fixation de la date d'achèvement du PASADEM à la prochaine supervision du Programme en octobre 2016.

D. État d'avancement de l'exécution du ProDAF

73. **Coordination et gestion.** La performance du Programme en matière de coordination et de gestion a été examinée sous les angles techniques, financiers et du respect des accords de financement. L'examen de la dimension technique s'est basée sur: (i) la connaissance et la maîtrise des mandats par les unités d'exécution (URGP et CENAT); (ii) la maîtrise de la stratégie du Programme par les différents acteurs; (iii) l'élaboration des outils de planification, de programmation et de reporting du programme ainsi que d'une feuille de route d'assistance technique de la CENAT aux URGPs; (iv) l'appui à la planification pluriannuelle et à la conduite des activités de démarrage; (v) le partage du PTBA, du Document de conception (DCP) et les outils harmonisés de planification pour internalisation (vi) la qualité de la gestion et du flux d'informations; (vii) la qualité de la ressource humaine; (viii) la fonctionnalité du dispositif de suivi évaluation; et (ix) le niveau d'atteinte des objectifs physiques.

74. Les indicateurs de décaissement et le respect des accords de financement et des manuels de gestion ont été utilisés pour apprécier la qualité de la gestion financière. De cet examen, il ressort que le Programme est théoriquement à six mois d'exécution et concrètement à deux mois effectifs si on considère que les premières ressources du PTBA 2015-2016 n'ont été reçues qu'en fin février 2016. Cette situation est due fondamentalement à une restructuration au niveau du gouvernement suivie d'un changement d'interlocuteurs qui s'est traduit par un retard dans l'instruction et la transmission au FIDA des dossiers financiers. Le Programme a alors fait le choix de concentrer les efforts sur les activités préparatoires qui sont de l'avis de la mission globalement bien conduites. La qualité des manuels élaborés et la bonne maîtrise des mandats, attributions et la stratégie de mise en œuvre des activités par les différentes entités du Programme ont été notées par la mission. L'équipe de supervision note cependant la nécessité d'une meilleure diffusion et explication du manuel d'exécution auprès des partenaires de terrain qui semblent ignorer des aspects importants de ces documents.

75. **La qualité de la gestion** La mission a noté que les unités d'exécution (URGP et CENAT) sont effectivement responsables de leurs domaines de compétences, les réunions de management se tiennent régulièrement (quatre réunions directes organisées complétées par des appuis indirects par voie de skype ou de conférences téléphoniques). Des outils et mécanismes harmonisés et stabilisés facilitant la coordination, le suivi évaluation et la remontée des informations pour les besoins de consolidation, ont été produits et diffusés (canevas d'élaboration PTBA et Plan de travail et budget semestriel, note d'informations, etc.). Pour éviter les doubles emplois et profiter des avantages comparatifs des URGPs, le ProDAF a introduit une innovation fort appréciée par la mission qui consiste à responsabiliser une URGp au nom des autres dans la conduite d'une activité où elle dispose d'un meilleur avantage comparatif (enquête SYGRI et étude complémentaire: Tahoua; Etudes faisabilité piste jusqu'au DAO Maradi, suivi et contrôle des Piste: Maradi; Etude d'impact environnemental et social: Zinder etc.). La mission recommande que cette approche soit maintenue et documentée aux fins de présentation dans les innovations introduites par le Programme. Les équipes du Programme sont pratiquement au complet à l'exception de Maradi avec deux postes manquants (l'assistant en intégration régionale des échanges et le chargé de communication), de Tahoua où le poste d'assistant administratif est à pourvoir et de la CENAT Maradi (poste vacant: ATN en élevage). La mission recommande l'accélération de ces recrutements vue l'importance de ces postes pour l'exécution des activités.

76. **La planification pluriannuelle.** Le Programme a, avec l'appui d'une assistance technique internationale, préparé une planification pluriannuelle des activités au niveau des 21 PDE retenus

dans les accords de financement. L'exercice a été conduit en se fondant sur cinq phases, à savoir: (i) reconnaissance et études de base (P1); (ii) ingénierie sociale stratégique et études génie civile, appui-conseil technico-économique (P2); (iii) ingénierie civile, ingénierie sociale opérationnelle et appui-conseil technico-économique (P3); (iv) gestion des infrastructures et appui-conseil technico-économique (P4); et (v) stratégie de sortie (P5). Une matrice se référant aux cinq phases convenues a alors été produite. Pour réussir la planification, une analyse a été faite sur le niveau d'avancement de chacun des 21 PDE retenus. Chaque PDE est placé dans la matrice en montrant bien son évolution sur la durée du programme en relation avec le stade de la mise en œuvre des activités programmées. Il convient de noter que chaque phase du PDE est déroulée sur au moins une période de deux ans pour permettre une meilleure consolidation des activités prévues. Aussi, il a été tenu compte des acquis réalisés dans le cadre du PASADEM et du PPI RUWANMU dans la planification, ce qui explique que plusieurs PDE commencent (2016) par des phases 2 et 3. Une indispensable phase de consolidation assortie d'une stratégie de sortie sur deux ans environ a été identifiée afin de s'assurer que les acteurs peuvent assumer, avec assez d'autonomie, la gestion des infrastructures. Sous réserve de validation par le comité de pilotage et le FIDA, la mission a bien appréciée cet outil et recommande son utilisation comme outil de programmation à l'avenir.

77. Problématique de la réalisation des infrastructures du ProDAF. Le ProDAF combine deux types d'interventions majeures à savoir: (i) la mise en place d'infrastructures d'appui à la production (aménagements hydro agricoles, seuils d'épandage, mini-barrages, etc.), de communication (pistes) et de commercialisation (marchés de demi gros, plateformes et centres de collecte); (ii) le renforcement des capacités des acteurs en vue d'améliorer leurs compétences techniques, organisationnelles, managériales etc. Pour maintenir et respecter la stratégie générale du Programme et atteindre les objectifs qui lui sont assignés, les actions relevant de ces deux domaines complémentaires doivent être exécutées de manière coordonnée et équilibrée. L'analyse du plan de financement du ProDAF montre que les infrastructures représentent plus de 60 milliards FCFA (environ 60%) du montant total des fonds mobilisés à date pour financer 150 ouvrages de mobilisation des eaux, 850 km de pistes, 17 marchés de demi gros ou plate-forme de commercialisation, 22 centres de collecte /maisons du paysan. La non réalisation de ces infrastructures dans les délais et la qualité requise, pourrait réduire l'efficacité et les performances du programme. Au regard de l'importance des investissements à réaliser d'une part, et la faible capacité des entreprises de BTP/H et des bureaux de contrôle d'autre part, le ProDAF a identifié des risques quant à la bonne exécution des infrastructures en terme de qualité, respect des délais et de maîtrise des coûts des marchés.

78. A cet effet et en se basant sur les leçons apprises, il est important de prendre les dispositions idoines afin de permettre une exécution satisfaisante des trois phases sensibles du processus de mise en œuvre des infrastructures, à savoir: (i) l'étude technique et élaboration du DAO (veiller à ce que la DGGR assure l'assurance qualité des études et DAO); (ii) la sélection des entreprises et cabinets de contrôle (dresser et tenir à jour la liste des entreprises et cabinets défaillants dans l'exécution des marchés sous tutelle du MAG/EL); (iii) la gestion des contrats (veiller à l'application des dispositions prévues dans les DAO en cas de défaillance des prestataires, soutien de la tutelle en cas de situation de blocage des chantiers).

79. Le gap de financement. La mission a conduit un exercice de détermination de ce gap en passant en revue les activités prévues pour chacune des AS. Il se trouve que des actions essentielles telles que la mise en place des CEP et des CEPM, le développement de la petite irrigation, la réalisation des puits pastoraux et des DIPE prévues sur financement PPI, PASADEM et ProDAF/FIDA ne peuvent pas être réalisées du fait: (i) de la non mobilisation des fonds alloués par l'Etat au titre du PPI/Ruwanmu et du PASADEM; (ii) de l'insuffisance des ressources du PASADEM; (iii) des gaps de ressources « indéterminées », qui correspondent à des activités essentielles (appui à la production et aux infrastructures de commercialisation) à réaliser par les trois URGP, qui n'ont pas été budgétisées dans le COSTAB. En outre, le gap de financement et notamment l'indisponibilité du guichet PAMIRTA, a amené les équipes à financer certaines dépenses non reportables (salaires de l'URGP Tahoua) sur le guichet ProDAF/FIDA.

80. L'exercice montre ainsi un gap de 1,424 millions USD en 2016 et 4,938 millions USD en 2017. Reparti par catégorie, le gap se présente comme suit: (i) 0,387 millions en 2016 et 3 millions USD en 2017 pour les travaux; (ii) environ 1 million USD pour les biens et services en 2017; (iii) 0,6 millions

USD en 2016 et 0,727 millions USD en 2017 pour la formation; et (iv) environ 0,197 millions USD en 2016 et 0,152 millions USD en 2017 pour les salaires. Par source de financement, en tenant compte des engagements pris par les différents bailleurs, le gap en 2016 est: (i) PAMIRTA, 982 millions FCFA; (ii) PPI, 200 millions FCFA sur ressources de l'Etat, et (iii) PASADEM, 200 millions FCFA. En 2017, les montants sont de l'ordre de 2,3 milliards au titre du PAMIRTA et 2,4 milliards au titre de sources non identifiées. La mission recommande que le gap 2016 soit financé sur le guichet ProDAF/FIDA et sur les fonds de contrepartie.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Elaborer une proposition de demande de financement du gap constaté; la soumettre à l'approbation du comité de pilotage et à la non objection du FIDA	CENAT	30 juin 2016
Entreprendre les démarches nécessaires pour la mobilisation des fonds de contrepartie pour le PASADEM et le PPI	CENAT	Immédiat
Relancer le processus de mobilisation des fonds du PAMIRTA à travers: (i) l'envoi d'un courrier au Ministre des Affaires Etrangères Italiennes signifiant l'intérêt du Gouvernement du Niger pour ce projet et le souhait d'un déblocage du financement; (ii) l'envoi d'une mission de haut niveau à Rome; et (iii) l'implication de l'Ambassade du Niger à Rome pour le suivi de proximité du dossier	CENAT	15 mai 2016

81. Prise en compte du genre. Pour s'assurer de la prise en compte du genre dans les activités prévues dans le cadre des différentes AS, dans les trois régions, la mission a examiné les conventions et TDR signés ou en perspective de signature avec les différents opérateurs. Dans l'ensemble, ces textes expriment clairement les quotas à respecter lors du ciblage des bénéficiaires des activités (30% de femmes et 30% de jeunes, dont au moins 1/3 de jeunes filles); par contre, la nécessité de fournir des données désagrégées par sexe et par âge dans tous les rapports n'est pas toujours clairement mentionnée. Néanmoins, les URGP ont élaboré et prévoient de valider des fiches de suivi désagrégé à fournir aux opérateurs.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Introduire un engagement à la désagrégation systématique des données par genre/âge dans les rapports dans tous les TDR 2017 des opérateurs ainsi que dans toutes les conventions en cours d'élaboration	Assistante LFSN URGP Maradi, Tahoua et Zinder	Au moment de l'élaboration des TDR 2017

82. Ciblage. Certaines activités du ProDAF concerneront spécifiquement les catégories les plus vulnérables. A ce sujet, la mission observe que: (i) pour identifier les bénéficiaires de ces activités, le ProDAF dispose d'une méthodologie participative, simple et rapide, qui prévoit d'établir des seuils locaux pour trois critères de vulnérabilité (mois de sécurité alimentaire, capital foncier et capital bétail) et de catégoriser les ménages sur cette base. Cependant, sur la base des leçons apprises issues de l'Etude sur l'agriculture familiale menée en 2015, ces seuils ne sont pas généralisables au niveau d'un département/région, car ils sont trop étroitement liés au contexte local (type d'activités menées, qualité du sol, etc.); (ii) A Maradi, des conventions pour la mise en œuvre des DIPE ont été signées avec les SVPP et le ciblage des bénéficiaires est en cours. Les DIPE doivent compter 30 stagiaires choisis sur base volontaire, mais dont font partie en priorité les bénéficiaires des kits petit élevage.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Employer la méthodologie de ciblage existante à l'échelle des villages sur la base de seuils locaux, sans la généraliser	Responsables S&E des 3 URGP, ATN S&E	Immédiat et continu
Assurer la participation des ménages bénéficiaires des kits élevage de 2015 parmi les stagiaires des DIPE	Assistante LFSN URGP /responsable composante 1 Maradi	Immédiat

83. Suivi-évaluation (SE) et gestion des savoirs. Le ProDAF valorise les bonnes expériences, les méthodes et outils pertinents de suivi-évaluation issus des anciens projets financés par le FIDA au Niger, capitalisés dans le manuel du suivi-évaluation du programme qui fait partie intégrante du manuel d'exécution. Mieux, le dispositif de suivi-évaluation repose sur une équipe (3 RSE et 3 assistants au niveau des URGP et un Assistant Technique National et son assistant au niveau de la CENAT) ayant pleinement contribué à la conception du manuel.

84. En termes d'avancement des activités prévues au titre du PTBA 2015/2016, en plus de la conduite des activités liées aux différents types de planification (pluriannuelle, PTBA et plan d'action semestriel), l'équipe suivi-évaluation a mené et/ou appuyé les actions suivantes: (i) les ateliers régionaux de lancement technique du programme au niveau des trois URGP et la cérémonie de lancement officiel au niveau national; (ii) l'élaboration et la mise à la disposition des services de la comptabilité du programme du plan de codification analytique des activités permettant une meilleure imputation des dépenses en lien avec les résultats et un meilleur suivi des réalisations financières (y compris le respect des catégories de dépenses); et (iii) l'appui à l'élaboration des termes de référence des contrats et conventions avec les opérateurs (ONG, GIE, GSC) et les services techniques de l'Etat partenaires de mise en œuvre du programme, en insistant sur les aspects liés aux résultats et sur la prise en compte du genre.

85. L'équipe S&E a également organisé, sous le leadership de l'ATN suivi-évaluation, un atelier d'échanges sur le manuel S&E et de renforcement des capacités des assistants S&E (en SYGRI, en système de suivi-évaluation participatif à travers les comités villageois de Suivi Evaluation (CVSE), en analyse économique et financière ainsi qu'en techniques d'échantillonnage dans les enquêtes). Cet atelier a aussi permis: (i) l'élaboration du *template* pour le rapport SYGRI du ProDAF à travers la sélection des indicateurs SYGRI pertinents à suivre sur les huit (8) ans du programme; (ii) le partage et la validation des canevas des rapports et notes d'information; (iii) l'élaboration du premier draft du Cadre de Mesure de Résultats (CMR) qui sera finalisé avec la planification pluriannuelle en cours d'affinement. Par ailleurs, l'équipe S&E a procédé: (i) au re-paramétrage de la base de données du suivi-évaluation en vue de prendre en compte toutes les spécifiés du ProDAF (guichets, sources de financement, catégories de dépenses, activités structurantes, etc.): le consultant a été recruté et le travail est en cours et suivi de près par l'informaticien du Programme; (ii) l'enquête de référence SYGRI: le processus de contractualisation est très avancé et l'enquête démarrera début mai 2016; (iii) l'enquête complémentaire de référence pour capturer la situation de référence des autres indicateurs non pris en charge par l'Enquête SYGRI: le consultant a été recruté et la collecte des données en cours sur le terrain; dans son travail il valorisera les résultats de l'Etude sur l'agriculture familiale en ce qui concerne la catégorisation des exploitations agricoles familiales sur la base de leur valeur ajoutée; et (iv) l'intégration de l'AEF dans le Système de Suivi Evaluation: un draft de guide a été élaboré par l'Assistant Technique en Analyse Economique et Financière.

86. **SIG.** Des avancées notables ont été également enregistrées en ce qui concerne non seulement la disponibilité des supports cartographiques thématiques, mais aussi leur qualité, qui a beaucoup évolué. Cette qualité sera ultérieurement améliorée par le renforcement des capacités des tous les acteurs impliqués dans la collecte des données géo-localisées et dans le traitement SIG des informations. A noter enfin que, les équipes S&E a élaboré et soumis à temps au FIDA, les rapports annuels d'activités ainsi que les rapports SYGRI annuels des projets PASADEM et PPI RUWANMU, qui sont en cours d'exécution selon les clauses de leurs accords de financement respectifs.

87. **Communication et gestion des savoirs.** L'équipe S&E a produit des supports (Kakémonos, brochures, casquettes, jaquettes) pour mieux communiquer sur le programme et le rendre plus visible. Le programme entend mieux utiliser l'application Google Apps pour mieux communiquer à l'interne et valoriser les plateformes de partage à large public (Site du RECA, journal « Manomi ») pour diffuser les initiatives et innovations du programme. Dans le domaine de la gestion des savoirs, le ProDAF poursuit les partenariats conclus entre le Programme Niger-FIDA et les institutions scientifiques depuis mi-2014. Les principales activités actuellement en cours dans ce domaine sont: (i) la préparation de la mise en œuvre à partir du mois de juillet de la deuxième année du partenariat tripartite avec les universités de Niamey et de Gembloux, portant sur les effets et impacts du Programme; (ii) la préparation d'une formation des agents du ProDAF en matière de partenariat et de communication par les formateurs du Master Agrinovia (basé à l'Université de Ouagadougou); (iii) la préparation de la première année de mise en œuvre du partenariat avec l'ICRISAT, qui portera sur la diffusion de nouvelles variétés végétales en pluvial et en irrigué.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Finaliser, faire valider par le CP et partager la Planification Pluriannuelle y compris le Cadre de Mesure des Résultats (CMR) avec l'ensemble des acteurs	ATN/IP /ATN/SE	30 juin 2016
Accélérer la formation/recyclage en SIG des équipes et des partenaires du programme	Responsable SIG	Immédiat

E. Aspects fiduciaires

88. **Gestion financière.** Après la mise en œuvre du ProDAF, le personnel expérimenté du PASADEM et du PPI Ruwanmu a été redéployé, un manuel de procédures élaboré de façon participative, a été approuvé par le CP et reçu la non objection du FIDA. Le logiciel de gestion financière, Tom2Pro a été acquis, paramétré et installé au niveau de la CENAT et des URGP, ceci conformément aux nouvelles procédures des fonds renouvelables utilisées pour gérer les conventions Prêt et Don FIDA et le Don ASAP. La première avance de fonds est reçue et les dépenses au niveau des URGP sont remontées pour justification et consolidées au niveau de la CENAT. La gestion financière mise en place a été appréciée globalement positive et permet un reporting fiable pour rendre compte de l'exécution des projets à travers tous les guichets du ProDAF et par agence d'exécution.

89. **Décaissements.** Au 31 Mars 2016, le taux global de décaissement du ProDAF est de 8,8%. Il s'analyse comme suit: Prêt et Don 9,62% et ASAP 5,68%. En ce qui concerne le PASADEM les taux de décaissement sont estimés respectivement à 90,10% pour le prêt FIDA, 95,67% pour le don FEM, 132,69% pour le PAM, 46,81% pour le Gouvernement, et 34,17% pour les Bénéficiaires. En intégrant les DRF en instance de paiement, les taux seraient portés à 93,67% sur le prêt FIDA; 99,43% sur le FEM. A cette même date le PPI présente 99% pour le Don, 87,49% pour le Prêt et 93,17% pour le Fond Fiduciaire Espagnol. Le taux de décaissement est de 100% sur le Don FIDA, 87% sur le prêt FIDA et 100% sur le prêt FFE après validation de la DRF N°22 en attente de paiement pour un montant total de 627 458 555 FCFA. La contribution de l'état est évaluée à un montant de 702 151 522 FCFA pour le PPI mobilisé sous forme de taxes soit un taux d'exécution global de 38%. Sur le guichet PUSADER+ pour un montant de 6 millions USD soit 3 168 512 580 FCFA il a été décaissé un montant de 656 810 964 FCFA soit un taux de 20,73%.

90. **Fonds de contrepartie.** Pour les fonds de contrepartie, à part la programmation des impôts et taxes, il n'y a pas eu d'inscription budgétaire sur le ProDAF. Pour les projets en cours, les inscriptions au titre des fonds en numéraires, n'ont pas été mobilisées. La mission recommande aux différents projets de formuler une requête à travers le Ministère de Tutelle, aux fins d'inscriptions de la Contrepartie (500 millions pour le PPI Ruwanmu et 450 millions pour le PASADEM) au Collectif budgétaire prochain.

91. **Respect des accords de financement.** Les dispositions des accords de financement sont respectées.

92. **Passation des marchés.** Pour chaque URGP, un PPM de 18 mois a été conçu avec l'approbation du CP et l'ANO du FIDA. Toutefois au regard des dossiers présentés, il ressort que les seuils de passation des marchés sont nettement inférieurs aux seuils prévus par la réglementation nationale nigérienne. Le ProDAF est un programme de grande envergure qui capitalise les expériences des projets PASADEM et PPI Ruwanmu dont les seuils de passation sont alignés avec ceux fixés par la réglementation en passation des marchés, ce qui leur a, entre autres, permis d'avoir des taux de réalisations et de décaissements, très importants. Pour éviter la multiplication des procédures du fait des faibles seuils fixés dans la LAE, la mission recommande au management du ProDAF, de préparer une nouvelle requête de relèvement des seuils de passation des marchés. Cette requête apportera un amendement à la LAE. Aussi, la mission a constaté que les RPM n'échangent pas régulièrement, de façon à mutualiser les procédures de passation. Cela se traduit par des interventions par ordre dispersé, là où le regroupement aurait été un gain d'efficacité et d'efficience.

93. **Audit.** Pour le ProDAF, le processus de recrutement du cabinet pour l'audit des comptes 2016 a démarré. Les TDR ont été préparés, transmis au FIDA qui a donné son avis de non objection; et la manifestation d'intérêt a été publiée. En ce qui concerne les guichets PPI et PASADEM les audits des comptes clos au 31 décembre 2015 ont été réalisés dans les délais et conformément aux dispositions des accords de financements. Pour le PASADEM, le rapport définitif est reçu et est en cours de transmission. Pour le PPI Ruwanmu, il est en cours de finalisation.

94. **Relecture de la lettre à l'emprunteur.** Suite à la relecture de la lettre à l'emprunteur (LAE) du ProDAF, ressortent les constats suivants: i) le recrutement d'un auditeur interne outre le contrôleur interne et l'auditeur externe annuel chargé de la révision des comptes du Programme; ii) l'ouverture des comptes d'opérations ASAP au niveau régional n'est pas précisé; et iii) les seuils de passation du ProDAF sont inférieurs aux seuils des anciens projets d'une part et des seuils au niveau national alors que le ProDAF est une mise à l'échelle des interventions des projets antérieurs. Au vu de l'expérience des équipes SAF du ProDAF, la qualité des outils de gestion, la mission recommande: i) de confirmer le contrôleur interne en poste, réorienter sa mission pour les audits à postériori et renforcer au besoin, ses capacités; ii) de procéder à l'ouverture des comptes d'opérations spécifiques au guichet ASAP au niveau des régions; et iii) d'harmoniser les seuils de passation des marchés aux seuils nationaux et ceci conformément à l'esprit de la formulation du programme.

95. **Gestion des dépenses communes.** La mission a eu une appréciation positive du système de gestion des paiements communs du programme qui se traduit par la prise en charge de certaines dépenses des URGP/CENAT au profit les unes des autres. Néanmoins ces dépenses ne sont pas toujours remboursées. La mission recommande la régularisation des dépenses communes pour assurer le rattachement de chaque dépense à son centre de gestion correspondant.

96. **Aspects administratifs.** La mise en œuvre du programme est conforme au dispositif de conception avec trois URGP autonomes et la CENAT. Les tests effectués par la mission permettent d'affirmer l'effectivité des outils de gestion et du personnel SAF. Aussi la mission note la réception provisoire des bases vie de Tahoua et Zinder. Afin de sécuriser le matériel, la mission recommande d'assurer toutes les bases vie (Maradi, Zinder, Tahoua) contre le risque d'incendie et risques divers.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
1. Impulser l'appropriation du manuel d'exécution du Programme par l'ensemble du personnel	Coordo/ATNS	Immédiat /Continue
2. Confirmer le contrôleur interne en poste en auditeur interne au besoin réorienter sa mission et renforcer au besoin ses capacités	ATNS	Immédiat
3. Procéder à l'ouverture des comptes d'opérations au niveau des régions pour le guichet ASAP	Coordo/ATNS	Immédiat
4. Harmoniser les seuils de passation des marchés aux seuils nationaux.	RPM	Immédiat
5. Favoriser les échanges réguliers entre les RPM afin de mutualiser les efforts et améliorer l'efficacité	Coordo/URGP et RPM	Immédiat et permanent
6. Régulariser les dépenses communes pour assurer le rattachement de chaque dépense à son centre de gestion correspondant.	RAF/ATNCF	Immédiat
7. Souscrire à une assurance pour toutes les bases vie (Maradi, Zinder, Tahoua) contre le risque d'incendie et risques divers	Coordonnateur	Immédiat

F. Durabilité

97. Les activités du ProDAF sont au stade de démarrage (six mois d'exécution). Les éléments et facteurs de durabilité ne peuvent être appréciés que sur la base des acquis du PPI Ruwanmu et du PASADEM qui sont des guichets constitutifs du Programme et dont le ProDAF constitue une mise à l'échelle. La durabilité est appréciée sous les angles suivants:

98. **Durabilité sociale et institutionnelle.** La démarche d'intervention du ProDAF basée sur l'approche PDE et bâtie sur les expériences et acquis des projets PASADEM et PPI Ruwanmu

favorise une responsabilisation des structures et organisations locales des producteurs qui bénéficient d'un programme conséquent de renforcement de capacités. Ces éléments constituent le socle de la durabilité institutionnelle.

99. **Durabilité financière et économique.** Au regard des résultats encourageants obtenus sur le plan financier grâce aux actions financées par le PASADEM et le PPI Ruwanmu, les augmentations des revenus des groupes cibles et l'engouement des populations qui en a résulté, on peut dire que la base d'une durabilité financière est acquise. Celle-ci demande toutefois à être consolidée par les nouvelles actions et accompagnement du ProDAF.

100. La **Durabilité technique** repose entre autres sur les CEP et CEPM au sein desquels les interventions sont exécutées par un pool de formateurs et la mise à disposition du guide national en la matière. Cet indispensable volet, exécuté en partenariat avec les GSC, ONG et services techniques constitue la base à partir de laquelle les producteurs verront leurs compétences renforcées. Ces producteurs constitueront à terme, un puissant réservoir de compétences techniques à travers leur chaîne de formateurs aussi bien en matière de techniques de production agricoles qu'en matière d'ingénierie sociale et de gestion.

101. **Durabilité environnementale.** Des mécanismes de sécurisation foncière et de gestion durable des sites de récupération des terres par les communautés bénéficiaires sont prévus par le Programme. Ces mécanismes sont déjà mis en œuvre au niveau des sites du PASADEM et du PPI Ruwanmu. La prise en compte des COGES et leur parfaite intégration dans les activités des AUE, la question de gardiennage des sites récupérés et les conditions de leur mise en défens reste toutefois des aspects sur lesquels les efforts sont à poursuivre.

G. Autres

102. **Partenariats et dialogue politique** du ProDAF s'exécutent dans plusieurs cadres, notamment avec: i) les structures d'appui aux organisations de la société civile en milieu rural (CRA, ONG, GSC, STR, etc.); ii) les institutions de financement pour la mise en place d'un dispositif de financement à coûts partagés (BAGRI pour le moment); iii) les structures en charge de la promotion des échanges transfrontaliers (INSAH/CILSS, CMNNC, CCIAN); iv) les institutions scientifiques (INRAN, Universités de Gembloux, Niamey, Maradi etc.); et v) une synergie d'action avec les autres intervenants dans les régions de Tahoua, Maradi et Zinder (PAM, Projet PRACC, etc.). En fin mars 2016, plusieurs conventions sont signées ou en cours de négociation tant au niveau des URGP pour les appuis opérationnels, qu'au niveau de la CENAT pour les aspects transrégionaux. Le partenariat multi-acteurs engagé par le ProDAF est systématiquement couplé avec un mécanisme de dialogue politique. Par ailleurs, à travers le dialogue politique, le ProDAF fait la promotion du concept de PDE « Pôle de Développement Economique » et de l'IRE « Intégration Régionale des Echanges à travers les corridors entre le Niger et le Nigéria ».

H. Conclusion

103. La mission note que le ProDAF a rapidement démarré ses activités suite à la mise en vigueur des financements intervenue le 21 septembre 2015. Depuis, les efforts sont concentrés sur le lancement des activités de démarrage, de pré identification des sites, de contractualisation avec les partenaires, de diffusion des documents de base, etc. De l'avis de la mission, cette étape a été bien menée. Il faut toutefois noter que les taux de réalisation physique et financière du PTBA constatés au 31 mars 2016 restent relativement bas (10,24%). La mise à disposition de la première tranche du PTBA 2015-2016 qui n'est intervenue qu'en fin février 2016 explique en partie ces faibles taux de réalisation. Les responsables du Programme ont pris la mesure de la nécessité de relever rapidement ces taux et mettent à cet effet les bouchées doubles pour lancer les travaux de réalisation physique.

104. Le Programme a hérité des marchés de construction du PASADEM et du PPI Ruwanmu (pistes, infrastructures de marchés) qui connaissent des retards de réalisation. Les leçons tirées de cette expérience ont été capitalisées par le ProDAF pour améliorer les performances dans le domaine de la passation et de l'exécution des marchés et éviter les contreperformances antérieures. Cet aspect est d'autant important qu'il est proportionnel au volume des infrastructures du ProDAF. Le plan de

financement montre que les infrastructures (150 ouvrages de mobilisation des eaux, 850 km de pistes, 17 infrastructures de marché, 22 centres de collecte/maisons du paysan) représentent un peu plus de 60% du coût total du Programme (environ 60 milliards FCFA). Il est indispensable que les responsables du Programme et les autorités du ministère prennent la mesure du défi lié à cette réalisation afin que les activités prévues dans ce domaine soient exécutées dans les délais et la qualité requise.

105. La mission a par ailleurs noté que pour l'exécution du PTBA 2015-2016, le Programme fait face à une indisponibilité de ressources au niveau de certains guichets, ce qui rend difficile l'exécution harmonieuse d'activités essentielles prévues si des solutions ne sont pas trouvées. La non mobilisation en numéraire de la contrepartie nationale du Niger (500 millions FCFA pour le PPI Ruwanmu et 450 millions pour le PASADEM) approuvée lors des discussions budgétaires 2015 d'une part, et la lenteur dans le démarrage du guichet PAMIRTA d'autre part, constituent des sujets de préoccupation. Sur ces deux points, la mission souhaite un effort substantiel de mobilisation des ressources nationales et une activation rapide du guichet PAMIRTA. Pour le PAMIRTA plus précisément, elle formule trois recommandations, à savoir: (i) l'envoi aux autorités italiennes d'une lettre de relance marquant l'importance du déblocage de ce financement; (ii) l'envoi à Rome d'une délégation nigérienne pour appuyer cette demande de relance; et (iii) l'implication de l'Ambassade du Niger à Rome dans le suivi de proximité de ce dossier. Dans l'attente du déblocage du guichet PAMIRTA, la mission recommande que les dépenses identifiées dans le gap soient financées sur les ressources ProDAF/FIDA.

Annexe 1: POINT SUR LE GAP DE FINANCEMENT POUR LES ANNEES 2016 ET 2017 DU PRODAF

L'élaboration de la situation du gap de financement sur les deux années du ProDAF (2016 2017) a été motivée pour fournir la situation des ressources manquantes servant à une exécution efficace du programme pendant cette période.

Ce gap de financement a été établi sur la base de l'identification de certaines activités non financées mais prévues dans le PTBA 2015 -2016 et les projections de la planification 2017 des URGP en référence au DCP. C'est ainsi qu'il faut retenir que:

- Les gaps sur les guichets PPI RUWANMU et PASADEM proviennent des prévisions qui ne pourront pas être financées sur le PTBA par insuffisance des ressources au niveau du guichet PASADEM et du fait de la non disponibilité des ressources allouées par l'Etat à l'issue de l'arbitrage budgétaire 2016 en ce qui concerne le guichet PPI RUWANMU.
- Le Gap relatif au guichet PAMIRTA constitue les prévisions devant être prises en charge par ce dernier qui reste encore non actif.
- Les gaps de la source « indéterminée », constituent des activités essentielles (appui à la production et aux infrastructures de commercialisation) à réaliser pour les trois URGP et pour lesquelles il n'y a pas de guichets de financement identifiés.

SITUATION DES GAPS DE FINANCEMENTS CONSOLIDES 2016-2017 POUR LES TROIS URGP DU ProDAF							
Activités structurantes	GAP 2016 (en milliers de FCFA)				GAP 2017 (en milliers de FCFA)		
	PAMIRTA	PPI RUWANMU	PASADEM	TOTAL du GAP 2016	PAMIRTA	Indéterminé	Total
AS1: Ouvrages CES/DRS et aménagement des espaces pastoraux dont cartographie SIG		9 000		9 000			
AS2: Infrastructures de mobilisation des eaux			55 000	55 000			
AS3: Aménagement des bassins de production		68 500		68 500			
AS4: Adaptation de l'agriculture pluviale au changement climatique			80 000	80 000		1 054 757	1 054 757
AS5: Développement des cultures irriguées		85 100		85 100		104 000	104 000
AS6: Amélioration du petit élevage et de l'aviculture			3 000	3 000		628 700	628 700

SITUATION DES GAPS DE FINANCEMENTS CONSOLIDES 2016-2017 POUR LES TROIS URGP DU ProDAF

Activités structurantes	GAP 2016 (en milliers de FCFA)				GAP 2017 (en milliers de FCFA)		
	PAMIRTA	PPI RUWANMU	PASADEM	TOTAL du GAP 2016	PAMIRTA	Indéterminé	Total
AS7: Renforcement organisationnel et institutionnel		1 000	40 000	41 000		-	-
AS8: Appui à l'organisation et leadership des femmes (MMD)			40 288	40 288		254 240	254 240
AS9: Construction des plateformes de commercialisation des PDE	197 081			197 081	2 216 000	528 000	2 744 000
AS10: Construction/réhabilitation des pistes rurales	134 915			134 915		-	-
AS11: Renforcement des structures de gestion des infrastructures	398 601	543		399 144		-	-
Communication et Gestion des savoirs				-			-
Coordination et Gestion du Programme	152 025	36 261	8 000	196 286	152 025		152 025
Suivi-Evaluation des activités et impacts du programme	20 000		14 500	34 500			-
Appui à l'animation du dialogue politique	79 999			79 999			-
Total général	982 621	200 404	240 788	1 423 813	2 368 025	2 569 697	4 937 722

Il est donc important de financer dans les meilleurs délais ces gaps en vue de permettre l'atteinte satisfaisante des objectifs du Programme.

Synthèse des gaps de financement par catégorie de dépenses et par an

N	Catégories de dépenses	Gap 2016	Gap 2017
1	Travaux	386 996	2 993 600
2	Biens, Services, Intrants	173 287	1 064 290
3	Formations	598 744	727 807
6	Dons et Subventions	68 500	
7	Salaires, Indemnités et couts de fonctionnement	196 286	152 025
	Total général	1 423 813	4 937 722

Synthèse du gap de financement du PTBA 2016 par région et par catégories de dépenses

N	Catégories de dépenses	Total Maradi	Total Tahoua	Total Zinder	Total Global
1	Travaux	55 000	331 996		386 996
2	Biens, Services, Intrants	86 288	83 999	3 000	173 287
3	Formations	115 900	456 601	26 243	598 744
6	Dons et Subventions	11 654	34 008	22 838	68 500
7	Salaires, Indemnités et couts de fonctionnement	20 087	164 112	12 087	196 286
Total général		288 929	1 070 716	64 168	1 423 813

Synthèse du gap de financement du PTBA 2017 par région et par catégories de dépenses

N	Catégorie de dépenses	Maradi	Tahoua	Zinder	Total général
1	Travaux	476 800	2 340 800	176 000	2 993 600
2	Biens, Services et Intrants	258 550	805 740		1 064 290
3	Formations	537 307	190 500		727 807
7	Salaires, Indemnités et couts de fonctionnement		152 025		152 025
Total général		1 272 657	3 489 065	176 000	4 937 722

La déclinaison de ce gap en Catégorie de dépense du ProDAF montre bien que ce dernier concerne plus des investissements notamment la réalisation des infrastructures de commercialisation et la mobilisation des biens services et intrants pour l'appui à l'amélioration de la production agricole. Ce gap de financement 2016 et 2017 ainsi élaboré représente le manque à gagner pour compléter la réalisation de ces investissement cités ci-dessus. Au regard de l'importance de ces ressources manquantes, et pour assurer la cohérence et la fonctionnalité des PDE, des dispositions urgents doivent être prises pour rechercher les financements complémentaires afin de permettre l'atteinte satisfaisante des objectifs du Programme.

Annexe 2: MATRICE DE PHASAGE DES PDE DU ProDAF

Cette matrice qui établit le phasage de la planification pluriannuelle par PDE du ProDAF a été construite en se référant aux phases ci-dessous convenues. Une analyse a été faite sur le niveau d'avancement de chacun des 21 PDE retenus. Chaque PDE est placé dans la matrice montrant son évolution sur la durée du programme en relation avec le stade de la mise en œuvre des activités programmées.

Il convient de noter que chaque phase du PDE est déroulée sur au moins une période de 2 ans pour permettre une meilleure consolidation des activités prévues. Aussi, il a été tenu compte dans la planification des acquis réalisés dans le cadre du PASADEM et du PPI RUWANMU, ce qui explique que plusieurs PDE commencent (2016) par des phases 2 et 3.

Matrice de phasage des types d'intervention par PDE et par année				
P1- Rec & EB		reconnaissance (identification des OME, CC, Piste et BP/BV) et études de base des OME et CC	1	
P2- IS, EtGC		ingénierie sociale stratégique (Création des AUE, HG, Appui OP) et études génie civile (DAO/PM), appui-conseil technico-économique	2	
P3- IC,IS,A/CTE		ingénierie civile (réalisation travaux), ingénierie sociale opérationnelle (Mise en place et renforcement des capacités des GIE, Union OP) appui-conseil technico-économique	3	
P4- GI, A/CTE		gestion des infrastructures (Suivi /Accompagnement dans l'opérationnalisation des GIE, Unions, COGES), appui-conseil technico-économique	4	
P5- Sortie		stratégie de sortie (accompagnement au renforcement du partenariat stratégique Marchés, faitière, Etudes effets//impacts)	5	

Maradi		état du financement MDG: en gras PASADEM, souligné OFID15, en italique FIDA, sinon financement non sécurisé							
#	PDE / ANNÉE	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
1	DJIRATAWA	3	3	3	3	4	4	5	5
2	SABON MACHI / Dan Goulbi	3	3	3	4	4	5	5	5
3	TESSAOUA	3	3	3	4	4	4	5	5
4	<u>GOURGIA</u>	2	3	3	4	4	5	5	5
5	<i>GUIDAN ROUMDJI</i>	2	3	3	4	4	4	5	5
6	TCHADOUA	2	3	3	4	4	5	5	5
7	<i>MAYAH</i>	1	2	2	3	3	4	4	5
7	PDE ProDAF								
2	PDE à considérer	Récapitulatif Maradi: nombre de PDE par type de phase							
	P1- Rec & EB	1	0	0	0	0	0	0	0
	P2- IS, EtGC	3	1	1	0	0	0	0	0
	P3- IC, IS, A/CTE	3	6	6	2	1	0	0	0
	P4- GI, A/CTE	0	0	0	5	6	4	1	0
	P5- Sortie	0	0	0	0	0	3	6	7

Tahoua		état du financement MDG: souligné OFID15, en gras PAMIRTA, sinon financement non sécurisé							
#	PDE / ANNÉE	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
8	<u>SABON GUIDA</u>	3	3	3	4	4	5	5	5
9	<u>DOGUERAWA</u>	3	3	3	4	4	5	5	5
10	<u>KEHEHE/ TABALAK</u>	3	3	3	4	4	5	5	5
11	KAROFANE	2	3	3	3	4	4	5	5
12	BADAGUICHIRI/ Awilikis	2	3	3	3	4	4	5	5
13	TOUNFAFI	2	2	3	3	4	4	5	5
14	GUIDAN IDER	2	2	3	3	4	4	5	5
7	PDE ProDAF								
2	PDE à considérer	Récapitulatif Tahoua: nombre de PDE par type de phase							
	P1- Rec & EB	0	0	0	0	0	0	0	0
	P2- IS, EtGC	4	2	0	0	0	0	0	0
	P3- IC, IS, A/CTE	0	2	4	4	0	0	0	0
	P4- GI, A/CTE	0	0	0	3	7	4	0	0
	P5- Sortie	0	0	0	0	0	3	7	7

Zinder		état du financement MDG: souligné OFID15, en italique FIDA, sinon financement non sécurisé							
#	PDE / ANNÉE	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
15	<u>BANDE/ MAGARIA</u>	3	3	3	4	4	5	5	5
16	<u>DOUNGOU/ MATAMEYE</u>	3	3	3	4	4	5	5	5
17	<u>GUIDIMOUNI</u>	3	3	3	4	4	5	5	5
18	<i>MIRRIAH</i>	2	2	3	3	4	4	5	5
19	<i>GUIDIGUIR</i>	2	2	3	3	4	4	5	5
20	GAYI	2	2	3	3	4	4	5	5
21	DAMAGARAM TAKAYA	1	1	2	3	3	4	4	5
7	PDE ProDAF								
1	PDE à considérer	Récapitulatif Zinder: nombre de PDE par type de phase							
	P1- Rec & EB	1	1	0	0	0	0	0	0
	P2- IS, EtGC	3	3	1	0	0	0	0	0
	P3- IC, IS, A/CTE	3	3	6	4	1	0	0	0
	P4- GI, A/CTE	0	0	0	3	6	4	1	0
	P5- Sortie	0	0	0	0	0	3	6	7

21	PDE ProDAF	Récapitulatif ProDAF: nombre de PDE par type de phase							
5	PDE à considérer								
	P1- Rec & EB	1	1	0	0	0	0	0	0
	P2- IS, EtGC	11	7	1	0	0	0	0	0
	P3- IC, IS, A/CTE	3	7	14	12	1	0	0	0
	P4- GI, A/CTE	0	0	0	9	20	12	1	0
	P5- Sortie	0	0	0	0	0	9	20	21
		2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023

Annexe 3: Tableau de suivi de l'état d'avancement de la mise en œuvre des activités de production (AS1, AS3, AS4 et AS5) au titre du PTBA 2016

Tableau N°1. Situation dans la région de Maradi

Volet	Cible 2023	Objectif 2016	Nbre de bénéficiaires 2016	Partenaires	Coûts unitaires en lien avec les conventions FCFA
PI (ha)	1250	80	320	CRA, BAGRI (mise en œuvre), GSC	750 000
CEP	259	20	640	DRA (mise en œuvre et contrôle qualité)	1 962 000 (pour 2 campagnes)
CEPM	175	25	800	3 GSC et 3 faitières (mise en œuvre), DRA (contrôle qualité)	640 000 (pour 1 campagne)
ACAP (ha)	6475	238	476	GACAP (mise en œuvre), DRA (contrôle qualité)	141 000
AUE	14	2 nouvelles et 6 anciennes	ND	CRA (mise en œuvre),	ND
CES-DRS (ha) travaux mécanique et mise en valeur	4794	250	ND	03 ONG (Mise en œuvre) DRE (contrôle qualité)	250 000
SIG/Environnement	1	1	URGP	CNSE (Mise en œuvre) Environnement (contrôle qualité)	ND
Schéma d'aménagement (TBV)	1	1	URGP	Non identifiés	
RNA (ha)	60 000	4660	ND	GACAP (Mise en œuvre) DRE (contrôle qualité)	7 500

Tableau N°2. Situation dans la région de Tahoua

Sous Etape	Objectifs planifiés	Nbre Bénéf	Partenaires	Coûts unitaires en lien avec les conventions
Objectifs Agri	160 ha PI en 2016 22 CEP en 2016 sur 224 89 CEPM en 2016 sur 224 196 ha ACAP sur 11 200 30 à 40 % aug du rdt	640 660 2670 392	4 GSC et DRA pour la supervision	750 000 F/ha 1 040 000 F/CEP 640 000 F/CEPM 60 000 F/ha
Objectifs Elevage	10 DIPE en 2016 sur 70 0 Kits Elevage en 2016 sur 1800	300	SVPP de Illéla et la DRE pour la supervision	300 000 F/DIPE
Objectifs GDT	300 ha amont et aval en 2016 sur 6820 ha	782	2 ONG et Disp GC pour la supervision. Le Paiement cash par l'URGP ou par les IMF	286 000 F / ha

Tableau N°3. Situation dans la région de Zinder

Volet	Cible 2023	Objectif 2016	Nbre de bénéficiaires 2016	Partenaires	Coûts unitaires en lien avec les conventions FCFA
PI (ha)	2700 ha	120	480	BAGRI (Financement, CRA (Information sensibilisation et intermédiation),	750 000
CEP	370	32	960	2 GSC, 1 ONG, 2 fédérations OP (mise en œuvre), DRA (contrôle qualité), CERRA/INRAN (Assistance technique), CRA (appui conseil organisationnel)	1 040 000 sur deux campagnes pluviales
CEPM	419	80	2400	2 GSC, 1 ONG, 2 fédérations OP (mise en œuvre), DRA (contrôle qualité), CERRA/INRAN (Assistance technique), CRA (appui conseil organisationnel)	1 200 000 pour deux campagnes
ACAP (ha)	4000	380	760	Groupements paysans (mise en œuvre), 2 GSC, 1 ONG, 2 fédérations OP (supervision), DRA (contrôle qualité), CERRA/INRAN (Assistance technique),	130 000 par campagne et par ha
AUE	14	9		CRA (mise en place et animation)	ND
CES-DRS (ha)	7873	478 dont 600 réalisés en collaboration avec le PAM	Populations bénéficiaires	3 ONG (mise en œuvre), DRE, DREL et DRGR (contrôle qualité), PAM (cofinancement)	350 000 avec accompagnement sur deux ans
SIG/Environnement	1	1	-	CNSE (mise en place), URGP (contrôle qualité), DRE (supervision)	ND
Schéma d'aménagement (TBV)	3	1	-	Cabinets	15 000 000
RNA (ha)	90 000	7 456	15 000	Groupements paysans (mise en œuvre), 2 GSC, 1 ONG, 2 fédérations OP (supervision), DRA/DRE (contrôle qualité), CERRA (Assistance technique)	ND

Appendice 1: Résumé de l'état d'avancement du ProDAF et notes attribuées

Faits essentiels

Pays	Niger		No. du projet	1688 [1100001688]	No. du prêt/don DSF	2000001115, 2000001116, 2000001117
Projet	Family Farming Development Programme in Maradi, Tahoua and Zinder Regions				Prêt/don DSF suppl.	
Date de mise à jour	19/04/2016					
Inst. responsable de la supervision						
Nbre de Supervisions	1	Nbre de missions avancement de l'exécution/suivi	0			
Dernière Supervision		Dernière mission avancement de l'exécution/suivi				

					Million USD	% Taux de décaissement
Approbation				Coût total	222	
Accord	21/07/2015	Délai d'entrée en vigueur		FIDA Total	0.00	
Entrée en vigueur	21 /09/2015	Valeur PAR	-----	Prêt du FIDA	24,25	9,62
Premier décaissement	28./02/2016			Don DSF		
Examen à mi-parcours		Dernier amendement		Don FIDA	24,25	9,62
Achèvement initiale		Dernier audit		field_ASAP_grant	13	5,68
Achèvement				Financement national total		
Clôture				Beneficiaries	11.14	0
Nbre de prolongations				National Govern	33.40	0
				MAECI-DGCS-ITA	28.20	0
				Cofinancement total externes		
				OFID	15.00	0
				GEF	7.60	0

Notes concernant l'exécution du projet

B.1 Aspects fiduciaires	Précédente	Actuelle	B.2 État d'avancement de l'exécution du projet	Précédente	Actuelle
1. Qualité de la gestion financière		4	1. Qualité de la gestion du projet		4
2. Acceptabilité du taux de décaissement		4	2. Exécution du S&E		4
3. Fonds de contrepartie		3	3. Cohérence entre le PTBA et l'exécution		4
4. Conformité à l'accord de financement		3	4. Prise en compte de l'équité hommes-femmes		4
5. Conformité aux règles de passation		4	5. Lutte contre la pauvreté		4

des marchés				
6. Qualité et ponctualité des audits			6. Efficacité du ciblage	4
			7. Innovation et leçons apprises	4
			8. Prise en compte climat et environnement	4

B.3 Produits et réalisations	Précédente	Actuelle	B.4 Durabilité	Précédente	Actuelle
AS1: CES/DRS		4	1. Renforcement des institutions (organisations, etc.)		4
AS2: OME		4	2. Autonomisation		4
AS3: PI		4	3. Qualité de la participation des bénéficiaires		4
AS4: AC/AP		4	4. Adaptabilité des prestataires de services		4
AS5: AC/AI		4	5. Stratégie de désengagement (préparation et qualité)		4
AS6: Appui au Petit Elevage		4	6. Possibilité réplique à plus grande échelle		4
AS7: partenariat/RI		4			
AS8: Leadership Féminin		4			
AS9: Infrastructures commerciales		4			
AS10: Pistes Rurales		4			
AS11: Gestion durables des infrastructures		4			
AS12: Appuis aux investissements productifs		4			
AS13 Intégration régionale des échanges		4			

B.5 Justification des notes

1) Une bonne organisation au démarrage avec un personnel qualifié redéployé au niveau URGP et CENAT qui a permis de capitaliser pour être éligible à la procédure des fonds renouvelables. Le logiciel de gestion financière a été paramétré et permet de faire la consolidation, le reporting trimestriel et annuel. Le manuel de procédures a été élaboré et a reçu l'approbation du CP et l'ANO du FIDA. 2) La mise en place du ProDAF a bénéficié du redéploiement des équipes du PASADEM et du PPI RUWANMU après évaluation de performance individuelles par le ministère de tutelle et la non-objection du FIDA. Toutefois cette réorganisation a nécessité un temps d'adaptation et de prise de connaissance du nouveau contexte (partenaires). Toutes les conventions signées avec les opérateurs prennent en compte les recommandations de la stratégie sur le Genre 3) le taux global d'exécution physique du PTBA 2015/16 est de 10% au 31 mars 2016 suite au premier décaissement intervenu le 28 février 2016 4) le ProDAF a repris les partenaires des projets PASADEM et PPI RUWANMU pour rendre plus durables les actions réalisées.

Évaluation globale et profil de risque

	Précédente	Actuelle
C.1 Actifs physiques/financiers		4
C.2 Sécurité alimentaire		4
C.3 Qualité de l'amélioration des actifs naturels et la résilience climatique		4
C.4 Avancement globale de l'exécution (Sections B1 et B2)		4

Justification des notes sur l'avancement globale de l'exécution

La mise en œuvre du Programme par le biais de trois URGP autonomes a démarré d'une façon satisfaisante en reprenant les activités du PASADEM et du PPI Ruwanmu sans rupture. Le faible taux de réalisation du PTBA 2015-2016 va connaître un accroissement notable avec la signature des contrats (infrastructures et partenaires de mise en œuvre) et les paiements au fur et à mesure de l'avancement des travaux. Le ProDAF intégrera un guichet OFID (juin 2016) et FEM (janvier 2017). Le guichet PAMIRTA (coopération italienne) est suspendu au processus de validation de l'accord de financement pour lequel le ministre de tutelle s'est engagé. Les activités résiduelles de PASADEM et de PPI Ruwanmu sont liées à la contribution de la partie nationale (PASADEM: 450 millions FCFA et PPI Ruwanmu: 500 millions FCFA).

C.5 Probabilité de réalisation des objectifs de développement (section B 3 et B4)		4
---	--	---

Justification des notes sur les objectifs de développement

Les principaux contrats de mise en œuvre devraient être signés avant la fin du second trimestre conformément au PTBA 2015-2016 ou aux engagements antérieurs et aux recommandations de la mission de supervision.

C.6 Risques Description succincte des principaux risques concernant chaque section ainsi que de leur impact sur la réalisation des objectifs de développement et la durabilité des résultats

Aspects fiduciaires: A noter le risque de mobilisation des fonds de contrepartie car il n'y a pas eu d'inscription budgétaire pour le ProDAF. pour une estimation des objectifs physiques non financés a fait ressortir un écart (financial GAP) et une proposition de réaffectation des ressources financières à faire valider par le comité de pilotage	4
Avancement de l'exécution du projet: le ProDAF hérite de contrats antérieurs pour lesquels l'appui du ministre de tutelle a été requis et obtenu pour une bonne fin dans les meilleurs délais	4
Produits et réalisations: l'ingénierie sociale opérationnelle est cruciale pour l'utilisation des infrastructures commerciales. Un contrat par objectifs mesurés par des livrables sera passé avec le partenaire de mise en œuvre.	4
Durabilité: toutes les activités structurantes du ProDAF allient ingénierie sociale, ingénierie civile	4

Suivi proposé

Question/problème	Mesure Recommandée	État de calendrier	État d'avancement
-------------------	--------------------	--------------------	-------------------

Observations supplémentaires

La seconde mission de supervision est prévue au mois d'octobre 2016. Il est proposé de ne pas effectuer la mission de supervision au mois d'avril à cause de la rigueur du climat (températures autour de 47 degrés).

Appendice 2: Cadre logique actualisé: état d'avancement par rapport aux objectifs, effets et produits (au stade actuel du démarrage du cadre logique n'a pas encore fait l'objet d'actualisation ou de révision)

Synthèse/Résultats	Indicateurs clé de performance [1]	Moyens de vérification	Hypothèses (H) / Risques (R)
Objectif principal:			
Contribuer à assurer durablement la sécurité alimentaire et nutritionnelle, et les capacités de résilience aux crises des ménages ruraux des régions de Maradi, Tahoua et Zinder	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Réduction de l'Indice de pauvreté régionale+ ▪ Réduction du taux de malnutrition infantile *+ (% enfants en insuffisance pondérale, chroniquement mal nourris et en malnutrition aigüe) (G/F) ▪ Amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle des ménages ciblés (réduction d'au moins un mois la période de soudure, diversité du régime alimentaire)*+ 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Enquêtes INS, Statistiques nationales ▪ Rapports UNICEF et PAM ▪ Enquêtes d'impact SYGRI 	<p>Stabilité politique</p> <p>La stratégie d'accélération de l'i3N est opérationnelle et harmonisée avec le PNIA</p> <p>Mécanismes conjoints (Gouvernement du Niger et Partenaires Techniques et Financiers) performants de gestion des crises</p>
Objectif de développement du Programme:			
Augmenter durablement les revenus de 240 000 exploitations agricoles familiales, leur résilience aux chocs extérieurs, dont les changements climatiques, ainsi que leur accès aux marchés locaux, urbains et régionaux des régions de Maradi, Tahoua et Zinder	<ul style="list-style-type: none"> ▪ A l'achèvement du programme, 290 000 ménages ont bénéficié des services du programme*+ ▪ Augmentation en moyenne de 30% de la marge brut additionnelle dans les 190,000 ha de cultures pluviales (mil/niebé de FCFA 36,000/ha à FCFA 46,800/ha) (=) ▪ Pour l'oignon, une marge brute en moyenne de FCFA 1,7 million/ha dans les 7,500 ha irrigués (=) ▪ En année 8 du programme, 240 000 producteurs/trices agricoles ont amélioré leur résilience au changement climatique [2]° (=) 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Rapport INS, i3N ▪ Enquêtes d'impact SYGRI et complémentaire Effets/impact ▪ Rapports partenaires et études spécifiques 	<p>Les risques éventuels identifiés (baisse des rendements suite à des aléas climatiques ou chocs phytosanitaires et/ou baisse des prix de vente des produits agricoles) restent dans la marge des hypothèses de l'analyse économique et financière</p>
Composante 1: Agriculture familiale durable			
Effet 1: L'émergence d'exploitations agricoles familiales durables permettra aux producteurs ruraux, femmes et jeunes inclus, de diversifier leurs productions, d'augmenter leurs rendements et leurs capacités d'adaptation aux chocs externes, notamment climatiques	<p>Efficacité:</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ 240 000 producteurs/trices agricoles ont amélioré la productivité de leurs terres (=)° ▪ 30 000 producteurs/trices agricoles bénéficiant d'un accès garanti à l'eau*(=)° ▪ 30 000 petits éleveurs faisant état d'une augmentation de leur cheptel* (=) ▪ 1,4 tonne eq CO2/Ha/an séquestrés ou dont l'émission a été évitée° ▪ 17 500 ménages extrêmement vulnérables ont bénéficié de filets sociaux+ ▪ 17 500 ménages extrêmement vulnérables ont amélioré leur accès à des aliments riches et diversifiés 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Enquêtes d'impact SYGRI et complémentaire Effets/impact ▪ Rapports partenaires, STD et études spécifiques ▪ Dispositif analyse économique et financière ▪ Dispositif EX-ACT de la FAO ▪ SIG 	<p>Conditions climatiques favorables</p> <p>Conditions zoo-phyto-sanitaires favorables</p> <p>Partenariat effectif des différents projets et PTF pour un développement rationnel de la petite irrigation</p> <p>Le système d'alerte précoce au niveau décentralisé est fonctionnel</p>

Synthèse/Résultats	Indicateurs clé de performance [1]	Moyens de vérification	Hypothèses (H) / Risques (R)
	Durabilité (après 3 ans): <ul style="list-style-type: none"> ▪ 22 groupes d'associations d'usagers de l'eau opérationnels/fonctionnels** ▪ 3 réseaux régionaux de groupements de femmes MMD sont opérationnels 		
Produits:			
1.1 Les aménagements productifs structurants ont accru la gestion rationnelle de l'eau et la fertilité des sols, et ainsi la résilience des exploitations familiales	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 30 000 ha de bassins versants améliorés par des mesures de préservation des sols et de l'eau** ▪ 150 ouvrages de mobilisation des eaux construits/réhabilités+ (par type) ▪ 7 500 ha de périmètres d'irrigation aménagés ou remis en état*+ ▪ 2 500 ha d'espaces pastoraux et couloirs de passage aménagés° 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Rapports prestataires ▪ Rapports des STD (environnement, hydraulique) ▪ SIG 	<p>Sécurisation foncière préalable aux aménagements et modes de gestion négociés des sites</p> <p>Capacité d'appliquer les mesures recommandées suite à l'analyse du suivi piézométrique</p>
1.2 Les capacités de production, de post-production et d'organisation des acteurs ruraux sont renforcées	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 240 000 personnes formées aux méthodes et techniques de production agricole mieux adaptées au changement climatique** (=) ▪ 190 000 ha ont été aménagés en RNA ▪ 30 000 personnes formées aux méthodes et techniques de production animale (petit élevage) ** (=) 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Rapports des prestataires et des STD partenaires 	<p>Accès à des intrants de qualité (engrais, semences) à un prix abordable</p>
1.3 Les femmes sont organisées et leaders pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle des ménages	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 1 350 groupements de femmes (MMD) sont créés/redynamisés ▪ 100 000 ménages sensibilisés/formés à la sécurité nutritionnelle ▪ 90 greniers féminins de soudure (GFS) construits/réhabilités+ ▪ 15 360 kits productifs distribués (par type) + (=) 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Rapports des prestataires et des STD partenaires ▪ SIG 	<p>Les GFS sont gérés sans ingérence des communes en charge de la supervision</p>
Composante 2: Accès aux marchés			
Effet 2: Les producteurs valorisent mieux leurs surplus de production agro-sylvo-pastorale en les commercialisant sur des marchés de demi-gros qui approvisionnent les centres de consommation nationaux et marchés transfrontaliers	Efficacité: <ul style="list-style-type: none"> ▪ 240 000 producteurs/trices agricoles appuyés utilisent les centres de collecte satellites et/ou marchés de demi-gros aménagés (=) ▪ 30% d'augmentation des volumes de transaction des produits agricoles sur les 21 marchés réhabilités ▪ 30% d'augmentation des recettes liées aux marchés perçues par les communes 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ SIG ▪ Bilans des structures de gestion des centres de collecte satellites et des marchés de demi-gros ▪ Rapports des prestataires de services 	<p>Echanges commerciaux stables avec les pays de la sous-région dont le Nigéria.</p> <p>Les institutions financières (SFD, BAGRI, banques commerciales) financent les groupes cibles.</p> <p>Les communes assurent la maîtrise d'ouvrage des activités préservant les biens et intérêts communs.</p>

Synthèse/Résultats	Indicateurs clé de performance [1]	Moyens de vérification	Hypothèses (H) / Risques (R)
	Durabilité (après 3 ans): <ul style="list-style-type: none"> 850 km de routes/pistes rurales en service*+ 27 infrastructures de commercialisation, de transformation, de stockage en service* (par type: centres de collecte satellites, marchés de demi-gros) 	<ul style="list-style-type: none"> Analyse économique et financière (suivi des marchés) Etudes complémentaires et spécifiques Effets/impact 	
Produits: 2.1.1 Les plateformes de commercialisation des produits agricoles sont construites dans les zones de concentration des productions	<ul style="list-style-type: none"> 9 plateformes de commercialisation aménagées et/ou remises en état*+ 18 centres de collecte construits/réhabilités + Valeur des nouvelles constructions qui ont pris en compte les risques climatiques dans leur conception/localisation (Millions Dollars des EU) ° 	<ul style="list-style-type: none"> SIG Rapports des prestataires de services PDC/PIA des communes Cartes des risques climatiques 	Partenariat Public-Privé soutenu par les communes
2.1.2 Les pistes rurales facilitant la circulation dans les PDE (désenclavement des zones de production et accès aux centres de collecte satellites et marchés de demi-gros) sont réhabilitées/ construites	<ul style="list-style-type: none"> 850 km de routes/pistes rurales construites/remises en état*+ Valeur des infrastructures qui ont pris en compte les risques climatiques dans leur conception/localisation (Millions Dollars des EU) ° 	<ul style="list-style-type: none"> Rapports des prestataires de services et des STD (DRA/GR) SIG Cartes des risques climatiques 	Fonds d'entretien routier opérationnel
2.2 Les acteurs ruraux (secteur privé et public) utilisent et/ou tirent profit des infrastructures économiques gérées durablement	<ul style="list-style-type: none"> 27 groupes de gestion des infrastructures financées par le programme créés (SARL, Unions de producteurs)* 9 réseaux de brigades d'entretien routier liés aux marchés créés et équipés 40 groupes de commercialisation créés/consolidés (par type)* 4 institutions financières participant au programme* (par type) 	<ul style="list-style-type: none"> Rapports des prestataires de services (CRA, CCIAN), des institutions financières et des STD 	Une culture d'épargne et de crédit se développe en milieu rural
2.3 Les échanges transfrontaliers sont facilités pour les acteurs des pôles de développement ciblés, pour une plus grande intégration régionale des échanges	<ul style="list-style-type: none"> Un dispositif de suivi des flux transfrontaliers est mis en place Un dispositif de suivi des tracasseries routières par corridor est mis en place 4 cadres de concertation inter-régionaux et régionaux sont créés/dynamisés 	<ul style="list-style-type: none"> Rapports/cartes du CILSS, SIG Rapport du prestataire (CCIAN) Rapports d'activités des cadres de concertation 	Stabilité socio-politique au Nigéria; Absence de crise alimentaire majeure

Appendice 3: Récapitulatif des principales mesures à prendre dans les délais convenus

RECAPITULATIF DES MESURES CONVENUES A L'ISSUE DE LA MISSION CONJOINTE DE SUPERVISION DU ProDAF DU 4 au 22 AVRIL 2016			
DOMAINE D'ACTION	MESURE CONVENUE	QUI	DATE
Composante A: Renforcement et expansion durable de l'Agriculture de Familiale			
Aménagement Global	Afin d'éviter des retards éventuels dans l'exécution effective des activités physiques, établir un chronogramme rigoureux de mise en œuvre des activités importantes	Coordonnateurs URGP et CENAT	mai-16
	Renseigner régulièrement les taux d'exécution afin de préserver les équilibres entre les catégories	Coordonnateurs URGP et CENAT	action permanente
AS1: Aménagement des bassins versants	Les structures chargées de l'exécution (ONG) et celles chargées du contrôle de qualité (STD) doivent veiller au respect des normes	Responsable Composante1	juin-16
	Assurer l'évaluation des rendements des sites de CES/DRS à des fins agro- sylvo et pastorales	Responsable Composante1	Avril et Décembre 2016
AS2: Infrastructures de mobilisation des eaux	Tenir compte des ouvrages existants dans les bassins-versants et intégrer les mesures de réhabilitation et/ou de renforcement de ces ouvrages dans les projets de réalisation de nouveaux ouvrages	Responsables composante 1	Continue
AS4: Adaptation de l'agriculture aux changements climatiques	Ajuster les prévisions par guichets lors de la révision du PTBA	Resp Composante 1	juin-16
	Etablir une situation de référence sur les rendements au niveau d'un échantillon de producteurs bénéficiaires et non bénéficiaires afin de mieux apprécier la contribution de ces CEP	Resp Composante 1	mai-16
	Assurer une meilleure vulgarisation du guide national CEP auprès des acteurs de mise en œuvre.	Resp Composante 1	Avril – Décembre 2016
	Prendre les dispositions nécessaires pour assurer le recyclage des facilitateurs et superviseurs en rapport avec la DGA	Resp Composante 1 URGP Maradi et Tahoua	avr-16

AS6: Amélioration du petit élevage et de l'aviculture	Améliorer les TDR élaborés par rapport aux SVPP afin de présenter une démarche complète en conformité avec la démarche de référence pour la mise en place des SVPP.	URGP Mi-Ta-Zr – Resp Composante 1	mai-16
	Promouvoir une synergie d'action entre le ProDAF et les partenaires engagés dans la mise en place des SVPP (REGIS/ER, ..) sous le leadership de la DREL.	Coordonnateurs URGZ Zinder et Maradi	Avril – Déc 2016
	Accompagner le ministère de l'Agriculture et de l'Elevage pour l'élaboration d'un guide national sur les DIPE.	Responsables composantes 1 URGZ Zr, Mi et Ta	Avril – Déc 2016
	Prendre les dispositions nécessaires pour assurer une meilleure consolidation et une stratégie de sortie pour les kits mis en place par le PASADEM.	Responsable compos 1 – URGZ Maradi	Avril – Déc 2016
	Recruter un nouvel ATN élevage à la CENAT dans les meilleurs délais	MAG/EL – CENAT Maradi	Avril – Mai 2016
AS7: Renforcement organisationnel et institutionnel	Définir le contenu des contrats d'ingénierie sociale en contrat axé sur les résultats mesurés par des livrables (RECA, 3 CRA, fédérations)		30-sept-16
		RC1, RC2	
		ATNS/IP	
AS8: Leadership féminin et amélioration de la sécurité nutritionnelle	Evaluer le nombre de groupements qu'il est possible de former et équiper avec le montant disponible sur des AGR respectueuses de l'environnement (prioriser sur la base de leur appartenance aux PDE de concentration et de la proximité aux MDG/CC).	Assistante LFSN /Responsable composante 1 URGZ Maradi	Immédiat
	Conduire un deuxième cycle d'alphabétisation dans un nombre limité de centres en fonction des ressources disponibles (prioriser sur la base de leur appartenance aux PDE de concentration)	Assistante LFSN /Responsable composante 1 URGZ Maradi	Après la signature de la convention avec l'opérateur
	Conduire dans les 3 régions l'étude sur les jardins de case (mis en place par le PPI et par le PASADEM) prévue par la RMP.	ATJ Genre et ATJ Agronome	sept-16
	Procéder à l'élaboration d'un chronogramme détaillé des activités AS8 sur 3 ans; sur cette base, spécifier clairement les livrables dans tout nouveau contrat, convention et TDR AS8	Assistante LFSN /Responsable composante 1 URGZ Maradi, Tahoua et Zinder	Avant l'élaboration du PTBA 2017

Composante B: Accès aux marchés des exploitations familiales

AS9: Développement des infrastructures commerciales des PDE	Etablir un rapport détaillé cosigné par les parties prenantes de chaque site d'implantation de MDG/PFC avec leurs caractéristiques économiques et physiques spécifiques en optimisant les couts de terrassement et évaluer le terrassement du MDG correspondant à un linéaire de piste à convertir en surface de MDG terrassés	Coordinateurs URGP	15-mai-16
	Elaborer une note technique de la construction des centres de collecte à Awilikiss (PDE de Badiguichiri, PAMIRTA) Koundigué et Koumassa (PDE de Sabon Guida, OFID/ProDAF)	RC2 URGP Tahoua	30-juin-16
	Pour l'alimentation en eau des infrastructures commerciales, rechercher un financement complémentaire ou des partenaires pour un cofinancement	ATN-DP/coordonnateurs URGP	continue
	Notifier à la mission de contrôle les insuffisances constatées au niveau du chantier de Djirataoua et demander le remplacement du contrôleur permanent par un technicien plus compétent	Resp composante 2 / URGP Maradi	immédiat
	Suspendre les travaux du hall du MDG de Djirataoua et soumettre la charpente à l'appréciation du cabinet de contrôle qualité BA2C avant la pose de la toiture conformément aux dispositions contractuelles	Resp composante 2 / URGP Maradi	immédiat
	S'assurer de l'effectivité des missions du cabinet BA2C aux étapes charnières conformément aux dispositions contractuelles	Resp composante 2 / URGP Maradi	continue
	Au regard de certaines dispositions visiblement inappropriées relevées sur les chantiers de MDG en cours, organiser une séance de travail sur chaque chantier avec le cabinet d'architecture pour une harmonisation des compréhensions	Resp composante 2 / URGP Maradi	immédiat
AS10: Construction des pistes rurales	Extraire des DAO le montant des conventions signées avec le BEEEI pour le suivi de la mise en œuvre des mesures environnementales et sociales	RPM/URGP	continue
	Mettre à profit la révision du PTBA pour recadrer les prévisions budgétaires, notamment les avances de démarrage aux entreprises	Resp composantes 1 et 2, ATNS&E	juin-16
	Adresser des lettres de rappel à toutes les entreprises en charge des travaux de pistes PUSADER+ pour le complément du matériel et du personnel et attirer leur attention sur les retards dans l'avancement des travaux	Composante 2 URGP Maradi et Tahoua / ATN-Pistes	immédiat
	Assurer la délivrance des mises en demeure N°2 aux entreprises des 3 lots des pistes PPI Ruwanmu	DGGR / MAG-EL	immédiat

	Elaborer un mémorandum à l'attention des plus hautes autorités du MAG-EL pour leur permettre d'être imprégnées des difficultés sur les différents chantiers et préparer la prise de décisions	ATN-DP & ATN-Pistes / DGGR	immédiat
	Prendre les dispositions pour une mise en régie du chantier du lot 3 (constat de l'arrêt unilatérale des travaux, évaluation des travaux restants, évaluation des besoins, etc.)	ATN-DP & ATN-Pistes / DGGR / Ministère de l'Equipement	Fin juin 2016
	Prendre les dispositions pour assurer la présence effective des premiers responsables des entreprises sur les chantiers lors des prochaines missions de supervision	Coordonnateurs URGP	permanent
AS11: Gestion des infrastructures commerciales	Impliquer dans les réunions de sites aux stades finaux les considérations d'utilisation et faire l'inventaire des services essentiels nécessaires au marché en proposant des solutions concrètes en collaboration avec les GIE: pesage, électricité, eau	RC Comp 2 URGP-MI	30-juin-16
		CENAT ATNS/IP	
	Finaliser les conventions de collaboration avec AcSAA- Afrique verte comme contrat axé sur les résultats sur base de matrice de livrables par PDE définie au niveau chaque URGP	CENAT ATNS/IP	
		RC2 URGP	30-avr-16
			31 aout 2016
	Séparer en deux contrats distincts le renforcement de capacités des BER, pour moitié consistant en leur émergence et formation technique (prestataires et DR Equipement), et pour moitié consistant en leur évolution vers une structure de services liée aux MDG/CCS et contractant avec leurs structures de gestion respectives (prestation AcSSA)	CENAT ATN/PR	sept-16
		RC2 URGP	
AS12. Promotion des activités commerciales au sein des PDE.	Prévoir une concertation au niveau des 3 régions avec les autres projets présents en vue de trouver une complémentarité dans les actions de financement sur le terrain.	AT FR et Resp comp URGP	juil-16
	Signer un accord de partenariat par région avec les autres projets et favoriser la mise en place d'un comité d'échange et de suivi par région.	AT FR et Resp comp URGP	août-16
	Améliorer les projets de convention pour prendre en compte l'expérience de la convention avec la BAGRI et les expériences en cours avec les autres projets.	Assistant Technique FR	juin-16
	Développer une stratégie de diversification des sources de financement afin d'offrir le	AT/ FR et URGP	oct-16

	plus le choix possibles aux acteurs (producteurs, MER, PME).		
	Mener des actions d'information auprès des IF susceptibles d'être des partenaires du ProDAF dans les régions.	Assistant Technique FR	sept-16
	Préparer la mise en œuvre des conventions avec les partenaires d'appui aux acteurs à financer	AT FR	oct-16
	Préparer les actions d'accompagnement des conventions avec les institutions financières partenaires	A TFR et ATI	oct-16
AS13. Intégration des échanges transfrontaliers	Accélérer les processus de mise en place des CTL des régions de Tahoua et Zinder	CENAT ATNS/DP	30-juin-16
Composante C: Coordination, Gestion Fiduciaire, suivi-Evaluation et gestion du Savoir -Communication			
Coordination	Elaborer une proposition de demande de financement du gap constaté; la soumettre à l'approbation du comité de pilotage et à la non objection du FIDA	CENAT	30-juin-16
	Entreprendre les démarches nécessaires pour la mobilisation des fonds de contrepartie pour le PASADEM et le PPI	CENAT	Immédiat
Prise en compte du genre	Introduire un engagement à la désagrégation systématique des données par genre/âge dans les rapports dans tous les TDR 2017 des opérateurs ainsi que dans toutes les conventions en cours d'élaboration	Assistante LFSN URGP Maradi, Tahoua et Zinder	Au moment de l'élaboration des TDR 2017
Ciblage	Employer la méthodologie de ciblage existante à l'échelle des villages sur la base de seuils locaux, sans la généraliser	Responsables S&E des 3 URGP, ATN S&E	Immédiat et continu
	Assurer la participation des ménages bénéficiaires des kits élevage de 2015 parmi les stagiaires des DIPE	Assistante LFSN URGP /responsable composante 1 Maradi	Immédiat
Suivi-évaluation (SE) et gestion des savoirs	Finaliser, faire valider par le CP et partager la Planification Pluriannuelle y compris le Cadre de Mesure des Résultats (CMR) avec l'ensemble des acteurs	ATN/IP /ATN/SE	30-juin-16
	Accélérer la formation/recyclage en SIG des équipes et des partenaires du programme	Responsable SIG	Immédiat
Gestion financière	1. Impulser l'appropriation du manuel d'exécution du Programme par l'ensemble du personnel	Coordo/ATNS	Immédiat /Continue
	2. Confirmer le contrôleur interne en poste en auditeur interne au besoin réorienter sa mission et renforcer au besoin ses capacités	ATNS	Immédiat
	3. Procéder à l'ouverture des comptes d'opérations au niveau des régions pour le guichet ASAP	Coordo/ATNS	Immédiat

	4. Harmoniser les seuils de passation des marchés aux seuils nationaux	RPM	Immédiat
	5. Favoriser les échanges réguliers entre les RPM afin de mutualiser les efforts et améliorer l'efficacité	Coordo/URGP et RPM	Immédiat et permanent
	6. Régulariser les dépenses communes pour assurer le rattachement de chaque dépense à son centre de gestion correspondant.	RAF/ATNCF	Immédiat
	7. Souscrire à une assurance pour toutes les bases vie (Maradi, Zinder, Tahoua) contre le risque d'incendie et risques divers	Coordonnateur	Immédiat
Partenariats et dialogue politique	Relancer le processus de mobilisation des fonds du PAMIRTA à travers: (i) l'envoi d'un courrier au Ministre des Affaires Etrangères Italiennes signifiant l'intérêt du Gouvernement du Niger pour ce projet et le souhait d'un déblocage du financement; (ii) l'envoi d'une mission de haut niveau à Rome; et (iii) l'implication de l'Ambassade du Niger à Rome pour le suivi de proximité du dossier	CENAT/Niamey	15-mai-16

Appendice 4: État d'avancement matériel par rapport au PTBA (y compris indicateurs SYGRI)

Résultats	Indicateurs	Valeur de référence	Valeur cible DCP	Cumul au 31/03/2016			Cumul au 31/12/2016		Commentaire
				Prévision PTBA	Réalisation	Taux	Réalisation	Taux	
Objectif principal									
Contribuer à assurer durablement la sécurité alimentaire et nutritionnelle, et les capacités de résilience aux crises des ménages ruraux des régions de Maradi, Tahoua et Zinder	▪ Réduction de l'Indice de pauvreté régionale+	ND	Inférieur valeur référence	ND	ND	ND		ND	
	▪ Réduction du taux de malnutrition infantile *+ (% enfants en insuffisance pondérale, chroniquement mal nourris et en malnutrition aigüe) (G/F)	ND	Inférieur valeur référence	ND	ND	ND		ND	Enquête SYGRI qui intègre les mesures anthropométriques des enfants de moins de 5 ans dans les ménages. Contractualisation avec le Consultant est en cours
	▪ Amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle des ménages ciblés (réduction d'au moins un mois la période de soudure, diversité du régime alimentaire)*+	ND	supérieur valeur de référence	ND	ND	ND		ND	Enquête SYGRI: apprécie la SA à travers la mesure des périodes de disettes vécues par ménages de la zone d’intervention
Objectif de développement du Programme:									
Augmenter durablement les revenus de 240 000 exploitations agricoles familiales, leur résilience aux chocs extérieurs, dont les changements climatiques, ainsi que leur accès aux marchés locaux, urbains et régionaux des	▪ A l'achèvement du programme, 290 000 ménages ont bénéficié des services du programme*+	0	290 000	20 255	0	0			Ce sont essentiellement les bénéficiaires des filets sociaux et des renforcements de capacités
	▪ Augmentation en moyenne de 30% de la marge brut additionnelle dans les 190,000 ha de cultures pluviales (mil/niebé de FCFA 36,000/ha à FCFA 46,800/ha) (=)	ND	30%	NA	NA	NA		NA	Apprécier à partir de l'AEF
	▪ Pour l'oignon, une marge brute en moyenne de FCFA 1,7 million/ha dans les 7,500 ha irrigués (=)	1 214 286	1 700 000	NA	NA	NA		NA	Apprécier à partir de l'AEF

Résultats	Indicateurs	Valeur de référence	Valeur cible DCP	Cumul au 31/03/2016			Cumul au 31/12/2016		Commentaire
				Prévision PTBA	Réalisation	Taux	Réalisation	Taux	
régions de Maradi, Tahoua et Zinder	▪ En année 8 du programme, 240 000 producteurs/trices agricoles ont amélioré leur résilience au changement climatique [2]° (=)	0	240 000	5 863	0	0		0%	
Composante 1: Agriculture familiale durable									
Effet 1: L'émergence d'exploitations agricoles familiales durables permettra aux producteurs ruraux, femmes et jeunes inclus, de diversifier leurs productions, d'augmenter leurs rendements et leurs capacités d'adaptation aux chocs externes, notamment climatiques	Efficacité:								
	▪ 240 000 producteurs/trices agricoles ont amélioré la productivité de leurs terres (=) °	0	240 000	5 863		0%		0%	Bénéficiaires des CEP, ACAP et CEPM
	▪ 30 000 producteurs/trices agricoles bénéficiant d'un accès garanti à l'eau*(=) °	0	21 200	1 440	0	0%		0%	Bénéficiaires Kits PI du Ruwanmu dans le cadre de la convention avec la BAGRI
	▪ 30 000 petits éleveurs faisant état d'une augmentation de leur cheptel* (=)	0	17 400	1 000	0	0%		0%	
	▪ 1,4 tonne eq CO2/Ha/an séquestrés ou dont l'émission a été évitée°	ND	28 700	1 439	0	0%		0%	Le dispositif de suivi géo-localisé est en cours de mise en place
	▪ 17 500 ménages extrêmement vulnérables ont bénéficié de filets sociaux+	0	17 500	2 056	0	0%		0%	Ce sont les bénéficiaires du CFW
	▪ 17 500 ménages extrêmement vulnérables ont amélioré leur accès à des aliments riches et diversifiés	0	17 500	2 050	0	0%		0%	
	Durabilité (après 3 ans):								
	▪ 22 groupes d'associations d'usagers de l'eau opérationnels/fonctionnels**	ND	22	20		0		NA	20 anciennes AUE seront accompagnées

Résultats	Indicateurs	Valeur de référence	Valeur cible DCP	Cumul au 31/03/2016			Cumul au 31/12/2016		Commentaire
				Prévision PTBA	Réalisation	Taux	Réalisation	Taux	
	▪ 3 réseaux régionaux de groupements de femmes MMD sont opérationnels	0	3	0	0	0%		0%	L'appréciation se fait au moins après 3 ans
Produits:									
1.1 Les aménagements productifs structurants ont accru la gestion rationnelle de l'eau et la fertilité des sols, et ainsi la résilience des exploitations familiales	▪ 30 000 ha de bassins versants améliorés par des mesures de préservation des sols et de l'eau*°	0	20 785	1 028	0	0%		0%	Cette prévision ne prend pas en compte les superficies du partenariat PAM-FIDA
	▪ 150 ouvrages de mobilisation des eaux construits/réhabilités+ (par type)	0	150	35	0	0%		0%	il est prévu de réaliser les études pour 35 seuils cette année et un début de réalisation pour quelques-uns
	▪ 7 500 ha de périmètres d'irrigation aménagés ou remis en état*+°	0	7 500		0	0%		0%	
	▪ 2 500 ha d'espaces pastoraux et couloirs de passage aménagés°	0	2 500	0	0	0%		0%	Non prévue cette année
1.2 Les capacités de production, de post-production et d'organisation des acteurs ruraux sont renforcées	▪ 240 000 personnes formées aux méthodes et techniques de production agricole mieux adaptées au changement climatique*° (=)	0	24 000	6 325		0%		0%	Bénéficiaires des CEP et ACAP
	▪ 190 000 ha ont été aménagés en RNA	0	190 000	21 294		0%		0%	
	▪ 30 000 personnes formées aux méthodes et techniques de production animale (petit élevage) *° (=)	0	30 000	1250		0%		0%	Bénéficiaires des 50 DIPE prévus dans le PTBA
1.3 Les femmes sont organisées et leaders pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle des ménages	▪ 1 350 groupements de femmes (MMD) sont créés/redynamisés	0	1 350	0	0	0%		0%	
	▪ 100 000 ménages sensibilisés/formés à la sécurité nutritionnelle	0	100 000		0	0%			
	▪ 90 greniers féminins de soudure (GFS)	0	90	0	0	0%		0%	Non prévue cette année

Résultats	Indicateurs	Valeur de référence	Valeur cible DCP	Cumul au 31/03/2016			Cumul au 31/12/2016		Commentaire
				Prévision PTBA	Réalisation	Taux	Réalisation	Taux	
	construits/réhabilités+								
	▪ 15 360 kits productifs distribués (par type) + (=)	0	15 360	800	0	0%			Kits semences
Composante 2: Accès aux marchés									
Effet 2: Les producteurs valorisent mieux leurs surplus de production agro-sylvo-pastorale en les commercialisant sur des marchés de demi-gros qui approvisionnent les centres de consommation nationaux et marchés transfrontaliers	Efficacité:								
	▪ 240 000 producteurs/trices agricoles appuyés utilisent les centres de collecte satellites et/ou marchés de demi-gros aménagés (=)	0	240 000	0	0	0%		0%	
	▪ 30% d'augmentation des volumes de transaction des produits agricoles sur les 21 marchés réhabilités	0	30%	NA	NA	NA		NA	
	▪ 30% d'augmentation des recettes liées aux marchés perçues par les communes	0	30%	NA	NA	NA		NA	
	Durabilité (après 3 ans):								
	▪ 850 km de routes/pistes rurales en service*+	0	850	108	0	0%		0%	Dans les régions de Maradi et Tahoua sous financement OFID+
	▪ 27 infrastructures de commercialisation, de transformation, de stockage en service* (par type: centres de collecte satellites, marchés de demi-gros)	0	27	0	0	0%		0%	

Produits:									
2.1.1 Les plateformes de commercialisation des produits agricoles sont construites dans les zones de concentration des productions	▪ 9 plateformes de commercialisation aménagées et/ou remises en état**	0	9	5	0	0%		0%	Les travaux de 5 plateformes débuteront en 2016 sur financement OFID
	▪ 18 centres de collecte construits/réhabilités +	0	18	0	0	0%		0%	
	▪ Valeur des nouvelles constructions qui ont pris en compte les risques climatiques dans leur conception/localisation (Millions Dollars des EU) °	0	NA	0	0	NA		NA	
2.1.2 Les pistes rurales facilitant la circulation dans les PDE (désenclavement des zones de production et accès aux centres de collecte satellites et marchés de demi-gros) sont réhabilitées/ construites	▪ 850 km de routes/pistes rurales construites/remises en état**	0	850	108	0	0%		0%	Linéaires en construction
	▪ Valeur des infrastructures qui ont pris en compte les risques climatiques dans leur conception/localisation (Millions Dollars des EU) °	0	NA	0	0	NA		NA	
2.2 Les acteurs ruraux (secteur privé et public) utilisent et/ou tirent profit des infrastructures économiques gérées durablement	▪ 27 groupes de gestion des infrastructures financées par le programme créés (SARL, Unions de producteurs)*	0	27	7	0	0%		0%	Les groupes concernent les infrastructures en cours de construction et celles dont les travaux vont débuter en 2016
	▪ 9 réseaux de brigades d'entretien routier liés aux marchés créés et équipés	0	9	3		0%		0%	Les réseaux prévus concernent les tronçons PPI RUWANMU dans la région de Zinder
	▪ 40 groupes de commercialisation créés/consolidés (par type)*	0	40			0%		0%	

	▪ 4 institutions financières participant au programme* (par type)	0	4	1	1	100%	1	25%	Le ProDAF a signé une convention avec la Bagri pour la mise en œuvre du financement à coûts partagés
2.3 Les échanges transfrontaliers sont facilités pour les acteurs des pôles de développement ciblés, pour une plus grande intégration régionale des échanges	▪ Un dispositif de suivi des flux transfrontaliers est mis en place	0	1	1		0			Des études sont en cours caractériser les axes secondaires et les types de tracasseries rencontrées
	▪ Un dispositif de suivi des tracasseries routières par corridor est mis en place	0	1	1		0			
	▪ 4 cadres de concertation inter-régionaux et régionaux sont créés/dynamisés	0	4	1		0			

Appendice 5: Gestion Financière

A- Évaluation de la gestion financière lors de la supervision - Questionnaire d'orientation

Pays: NIGER	Identification du prêt/ don: 853-NE
Nom du projet: Programme de Développement de l'Agriculture Familiale ProDAF	
Organisme d'exécution: Ministère de l'Agriculture	CPM: Vincenzo GALASTRO
Responsable financier chargé de l'examen/ Spécialiste en gestion financière: Papa Alioune MBAYE	Date de l'examen: 05 au 23 avril 2016

Objet		Note E/M/F (Elevé, moyen, faible)	Problèmes / Commentaires / Recommandations
A. Risque inhérent			
B. Risque de contrôle			
1. Organisation et personnel			
a.	Adéquation de la structure organisationnelle pour répondre aux besoins fonctionnels du projet	F	Le ProDAF est structuré en 3 URGP autonomes et une CENAT. Le personnel expérimenté des projets PASASDEM et PPI a été redéployé par arrêté ministériel. La structure organisationnelle et les besoins fonctionnels du programme, sont en adéquation.
b.	Existence d'une description claire des fonctions relatives aux principaux postes prévus par le projet, y compris les postes fiduciaires	F	Les TDRs et tâches du personnel sont bien définis.
c.	Adéquation du personnel de gestion financière du projet (effectifs et compétences) pour répondre aux besoins fonctionnels du projet	F	L'effectif du SAF est de 4 agents par région (Assistant comptables, un comptable, un assistant Administratif) supervisés par un RAF. Au niveau de la CENAT il y a 4 agents (Assistant administratif, le comptable ATN/AF et ATN/CF. Le dispositif est appuyé par un contrôleur interne qui veille sur l'application des procédures et 3 responsable passation de marchés pour la gestion des PPM.

d.	Disponibilité et adéquation des manuels d'utilisation et des directives pour le personnel	F	Le manuel de procédures a été élaboré de façon participative, actualisé. Il a été validé par le CP et reçu la NO du FIDA.
e.	Existence d'un système d'évaluation basé sur la performance en place et évaluation de la performance du personnel en temps opportun	F	Le programme continue à utiliser les outils d'évaluations hérités des anciens projets, le Personal Evaluation System (PES). Il faut noter aussi que dans le cadre du redéploiement des agents au ProDAF tout le personnel a été évalué et ceci devra continuer pendant la durée de vie du programme.
f.	Couverture d'assurance maladie adéquate pour l'ensemble du personnel	F	Un contrat d'assurance maladie est signé pour l'ensemble du personnel.
g.	Paiement ponctuel des frais de sécurité sociale	F	Les paiements des frais de sécurité sociale sont effectués à temps.
h.	Personnel suffisamment informé sur la politique nationale et sur la politique anti-corruption du FIDA et les coordonnées pertinentes	M	Seul le personnel cadre est suffisamment informé sur la politique anti-corruption du FIDA
2. Budget			
a.	Préparation et approbation du programme de travail et du budget annuels	F	La préparation du budget respecte les étapes: prise en compte des résultats ateliers bilans, de la note d'orientation et de cadrage, proposition d'actions au niveau des composantes, réunion de direction pour validation, Consolidation financière, partage avec les partenaires. Approbation du CP et NO du FIDA
b.	Programme de travail et du budget annuel en ligne avec les catégories de dépense contenues dans l'Accord de Financement, Annexe 2	F	Les imputations sont en ligne avec les catégories des différents accords de financement du ProDAF.
c.	Identification des sources de financement et des agences d'exécution pour chaque catégorie dans le PTBA	F	Au niveau des URGP et de la CENAT, les sources de financement et les catégories sont bien définies.
d.	Identification des liens entre les PTBA et les marchés publics (estimation des coûts et des activités). Vérifier les hypothèses à l'appui des estimations de coûts. Testez les articles de grande valeur	F	Le PPM est établie sur la base du PTBA et des seuils de passation des marchés publics et des seuils de la LAE
3. Flux de fonds et modalités de décaissement/retrait			
a.	Ponctualité du décaissement des fonds par les différentes sources	F	Le programme est à son 1 ^{er} décaissement. Sur les guichets déjà fonctionnels (FIDA, ASAP), il n'a pas été noté de difficultés.
b.	Ponctualité du décaissement des fonds versés par les	M	Au titre de 2016 l'inscription

	contreparties		de la Contrepartie, n'a pas été faite pour le programme à la date de la mission.
c.	Efficacité des canaux de financement	F	Non encore opérationnels
d.	Gestion des comptes bancaires du projet autres que les comptes spéciaux, le cas échéant – comptes d'ajustement, fonds improductifs	N/A	
e.	Gestion du ou des comptes spéciaux/comptes réservés, décaissements	F	Bon suivi des comptes.
	i) Adéquation du montant de l'allocation autorisée pour assurer l'acheminement correct des fonds	F	Allocation suffisante, nouvelle procédure de fonds renouvelables avec avance sur le PTBA.
	ii) Adéquation des méthodes de décaissement utilisées.	F	Pas d'exception relevée.
	iii) Adéquation du support documentaire joint à l'état des dépenses, aux décaissements, remboursements, paiements directs et engagements spéciaux (se reporter à l'Annexe IV et compléter la notation qui découle des constatations)	F	La documentation de support est adéquate. Une nouvelle procédure de décaissement base rapport.
	iv) Préparation en temps opportun et exactitude des demandes de retrait	F	Première demande d'avance, les demandes sont vérifiées et validées à la CENAT.
	v) Autorisation de la préparation de demande de décaissement	F	Oui la procédure est en place.
	vi) Situation des dépenses débitées du compte spécial mais pour lesquelles la reconstitution n'a pas encore été demandée (les anciens cas doivent être notés)	F	Ces montants sont analysés et annexés à l'état de rapprochement.
	vii) Régularité du ou des comptes spéciaux, suivi et rapprochements mensuels signés par le gestionnaire du projet. Revoir et évaluer les rapprochements	F	Tous les rapprochements au titre des différents comptes sont édités et signés
	viii) Comparer le taux de décaissement par rapport au PTBA et voir s'il est satisfaisant étant donné le temps d'exécution restant. Fournir des observations si nécessaire	F	Le programme a reçu son premier décaissement en Février 2016
	ix) Recouvrement des soldes des comptes spéciaux à la clôture du prêt	N/A	
4. Contrôles internes			
a.	Séparation des tâches - les responsabilités fonctionnelles suivantes sont effectuées par les unités ou les personnes suivantes: (i) l'autorisation d'une transaction (ii) l'exécution d'une transaction (iii) l'enregistrement de la transaction, et (iv) la conservation des actifs impliqués dans la transaction	F	La séparation des tâches est respectée au niveau des URGP et de la CENAT: les fonctions autorisations, d'enregistrements, exécutions et de contrôles sont séparées.
b.	La clarté et la pertinence des processus de décision et la séquence des événements pour les fonctions de contrôle de l'exécution des projets doivent être reflétés dans le Manuel de gestion financière (ou l'équivalent)	F	Le manuel retrace toutes les procédures de prise de décision et d'exécution
c.	Respect du manuel financier	F	Il est respecté mais un effort est à faire pour davantage, l'internaliser le manuel.
d.	Efficacité et efficience des contrôles internes à l'égard des sources de financement autres que le FIDA	F	Intégré globalement dans le dispositif de contrôle

e.	Adéquation de la gestion des contrats (utilisation du registre des contrats et de la forme de surveillance) et de son enregistrement	F	Un registre des contrats est à jour existe.
f.	Efficacité et efficience du contrôle interne relatif aux dépenses (cycle complet: engagement, paiement, réception des biens et services, approbation des paiements, classification, etc.)	F	Le dispositif de contrôle interne en place permet une vérification en amont et en aval des dépenses. En plus un système de rapport de contrôle permet de vérifier les différents cycles en rapport avec les dépenses pour proposer des corrections éventuelles.
g.	Pièces probantes confirmant la livraison et l'acceptation des produits contractés, travaux ou services	F	Toutes les livraisons sont sanctionnées par un bon signé par l'URGP/ CENAT pour les travaux il est établi un PV de réception
h.	Contrôle physique des liquidités, documents et données. Adéquation des systèmes de classement. La petite caisse fait-elle l'objet de réconciliation mensuelle ainsi que de contrôles inopinés; la garde de la caisse et le contrôle des clés	F	Des PV de vérification sont régulièrement établis; un système de classement par chiffre existe.
i.	Adéquation de la gestion physique de l'argent	F	Les contrôles de caisse et des fonds logés dans des coffres sécurisés.
j.	Ponctualité des paiements aux fournisseurs et consultants	M	Des retards ont pu être notés sur les opérations de virement à l'international.
k.	Admissibilité des dépenses par rapport aux accords de prêt	F	Conforme
l.	Légalité / éligibilité des avances de fonds du projet et la justification en temps opportun pour leur utilisation	F	Suivi régulier est mis en place.
m.	Conformité aux clauses de gestion financière dans les conventions de financement et Lettre à l'Emprunteur	F	Oui
n.	Adéquation de la tenue et mise à jour des registres relatifs aux actifs immobilisés et aux inventaires	N/A	
o.	Adéquation des contrôles concernant les actifs du projet, y compris: i) le véhicule et la gestion d'autres actifs (les actifs immobilisés sont-ils marqués, y a-t-il un inventaire effectué sur une base régulière?) ii) la gestion du carburant (les conducteurs maintiennent-ils un journal de bord?) iii) Les autorisations de voyage (y compris les per diems versés au personnel)	F	Toutes les immobilisations acquises ou héritées des autres projets sont identifiées et localisées. Pour le carburant, ce risque est atténué par l'utilisation des TOMcartes et la contractualisation et/ou paiement direct de certains prestataires.
p.	Adéquation des assurances pour les véhicules et pour les biens	M	Contrat d'assurance pour tous les véhicules mais pour le moment, il n'a pas été souscrit de contrat d'assurance incendie pour les URG et la CENAT.
q.	Ateliers: i) Disponibilité de la liste des participants ii) per diems versés aux participants iii) Les reçus pour les dépenses atelier	F	Les pièces justificatives sont classées et disponibles.
r.	Pertinence des contrôles et processus d'autorisation pour l'utilisation des fonds (paiements, virements, gestion de	F	

	trésorerie / bilan de la banque) / et d'autres comptes d'exploitation - non compte spécial		
s.	Arrangement avec la banque et contrôles (rapprochement entre les extraits de compte et les états financiers)	F	Ce type de vérification se fait pour les besoins des rapprochements bancaires et des écritures de régularisations.
t.	Existence d'une unité de support IT en place	M	Il existe un support IT au niveau CENAT Maradi.
5. Procédures comptables			
a.	Méthode de comptabilité (caisse, d'exercice) et si les normes comptables sont conformes aux exigences FIDA (par exemple IFRS / IPSAS / caisse IPSAS)	F	Le référentiel est l' OHADA normes en matière de gestion financière sont respectées (plan comptable exigence FIDA, principes comptables)
b.	Adéquation et fiabilité du système comptable (comptabilité en partie double, logiciel utilisé, les données budgétaires sont-elles entrées dans le système comptable ?, le système comptable peut-il produire régulièrement des rapports financiers automatisés?).	F	Existence d'un logiciel comptable dans lequel l'information est saisie avec élaboration de rapports selon les besoins
c.	Tenue des registres (notamment documentation et classement/ archivage)	F	Tous les documents sont archivés
d.	Enregistrement et rapprochement des registres relatifs aux actifs immobilisés (contrôles physiques et sur échantillon)	F	Les biens sont enregistrés dans le fichier des immobilisations.
e.	Adéquation de la documentation et des contrôles des systèmes informatiques, y compris les procédures comptables documentées, la sauvegarde des documents financiers incluant les procédures comptables et l'intégration de l'ensemble des sous-systèmes	F	Un système de mot de passe existe, une procédure de sauvegarde est mise en place pour la sécurisation des informations financières
f.	Ponctualité de l'enregistrement des opérations, de la régularité de la performance et de l'approbation des rapprochements et contrôle des erreurs d'enregistrement	F	Les saisies sont faites au jour le jour
g.	Adéquation de la comptabilité et de déclaration des contributions des fonds de contrepartie (y compris l'impôt et les exonérations fiscales), ainsi que les contributions des bénéficiaires	M	C'est l'année 1 du programme. Une procédure de suivi et de comptabilisation pour améliorer la procédure actuelle, est nécessaire.
6. Rapports financier et suivi			
a.	Exhaustivité, précision, utilité et ponctualité des rapports financiers	M	En tenir compte sur le premier rapport financier en cours de préparation.
b.	Rapports intérimaires de gestion financière et liens avec les REP – ponctualité de la préparation et de la présentation au FIDA	F	En cours pour le 1 ^{er} trimestre 2016
c.	Préparation de rapports indiquant la valeur actuelle du budget vs l'exécution réelle revenus / dépenses et le pourcentage d'exécution du PTBA	F	Le suivi se fait par le logiciel.
d.	Suivi des recommandations fiduciaires contenues dans les précédents aide-mémoire	F	Vérifier pour PPI et PASADEM. Les recommandations ont été mises en œuvre.
7. Audit interne			
a.	Existence de dispositions d'audit interne	F	La fonction de contrôleur interne existe avec un dispositif en place.
b.	Adéquation des dispositions d'audit interne (organisation,	F	Un dispositif de contrôle en

	capacités du personnel)		amont et en aval est mis en place et opérationnel
c.	Adéquation de la portée du travail de l'audit interne et qualité des rapports	F	Rapport qualifié par le CFS.
d.	Évaluation des questions soulevées dans les rapports d'audit	N/A	.
8. Audit externe			
a.	Adéquation de la portée et du mandat	N/A	
b.	Respect des termes de référence	F	TDR respectés, NO du FIDA
c.	Ponctualité du rapport d'audit	N/A	1 ^{er} exercice
d.	Qualité de l'audit	N/A	1 ^{er} exercice
e.	Mise en œuvre des recommandations d'audit / mise en place d'un plan d'action convenu pour y remédier	N/A	1 ^{ere} supervision du Programme

Résumé et évaluation du risque fiduciaire du projet lors de la supervision⁴

Projet # ProDAF

Organisme d'exécution:

	Évaluation du risque E/M/F	Mesure d'atténuation proposée
Risque inhérent		ND
Risques de contrôle		
1. Organisation et personnel	F	
2. Budget	F	
3. Flux de fonds et modalités de décaissement	F	
4. Contrôles internes	F	
5. Systèmes, stratégies, procédures comptables	F	
6. Rapports et suivi	F	
7. Audit interne	M	
8. Audit externe	F	
Risque fiduciaire global du projet	F	
E=Élevé, M=Moyen, F=Faible		

Commentaires: le dispositif de gestion du ProDAF est robuste. Il repose sur trois sites régionales (URGP) et la CENAT qui a en charge le conseil dans la mise en œuvre, la consolidation financière, le suivi évaluation. Avec comme atout: i) une équipe financière et comptable qualifiée qui a internalisé les procédures du FIDA; ii) un manuel d'exécution mis à jour, validé par le CP et reçu l'ANO du FIDA; iii) un auditeur interne dont les capacités pourraient être renforcées et sa mission recentrée sur le contrôle à postériori; iv) le ProDAF bénéficie par ailleurs de la procédure de fonds renouvelables avec

⁴ Ceci est un résumé des constatations énumérées dans l'Annexe II 'Evaluation de la gestion financière lors de la supervision – Questionnaire d'orientation'. Il doit être complété par le Responsable financier

une justification trimestrielle consolidée par la CENAT. La vérification et la validation de l'information sont conformes aux dispositions des différents guichets. Le dispositif de contrôle mis en place doit être accompagné avec un renforcement des capacités de l'auditeur une application strict des procédures et de la revue à posteriori des comptes du programme. Ce qui va davantage contribuer à accentuer le risque faible de l'environnement de contrôle interne appréciable dans la mise en œuvre du ProDAF

B- Exécution budgétaire du PTBA

1. ProDAF: Par guichet et par composante

Guichets financiers	Composantes						TOTAL		% guichet
	A		B		C				
	Prévision	Réalisation	Prévision	Réalisation	Prévision	Réalisation	Prévision	Réalisation	
PRODAF/FIDA	2 363 413	129 508	1 655 562	89 185	1 867 705	486 304	5 886 679	697 432	11,85%
PRODAF/ASAP	578 093	3 224,0	-		220 659	4 342,0	798 752	7 566	0,95%
PUSADER+	-		2 371 553	532 839	-		2 371 753	532 839	16,00%
PAMIRTA	-		735 097	0	252 024	0	987 122	-	0%
PPI Ruwanmu	248 027	13 420	772 140	173 600	41 261	8372	1 061 428	195 392	18%
PASADEM	342 855	209 018	1 381 672	864	49 500	10 736	1 774 027	228 390	13%
ProDAF/OFID	-		1 337 987	0	-		1 337 987	-	0,00%
Etat	121 125		706 829		76 990	459	904 944	459	0,05%
TOTAL	3 653 512	146 152	8 961 041	795 624	2 508 140	499 477	15 122 693	1 662 078	10,99%
Taux de réalisation	4%		9%		20%		10,99%		

2. ProDAF: Par Centre de Coût

Centre de Coût	Budget (FCFA)	Réalisations	Taux d'Exécution (%)
Maradi	1 718 921 000	136 536 492,0	7,94
Tahoua	1 557 963 300	159 441 495,0	10,23
Zinder	2 087 677 658	124 005 786,0	5,94
CENAT	1 320 870 000	285 014 254,0	21,58
Total	6 685 431 958	704 998 027,0	10,55%

C. Reconstitution des comptes désignés au 31-Mars-2016

1.1- Compte désigné prêt et don FIDA au 31 mars 2016

Dépôt initial compte spécial (A) en FCFA	2 732 212 582
Solde du compte désigné au 31/03/2016	1 131 255 580
Solde des comptes d'opérations au 31/03/2016	
Solde des caisses au 31/03/2016	
Montants des dépenses non encore demandées en remboursement	1 351 673 734
DRFs en cours de transmission	
DRFs non encore créditées	249 283 268
Sous total (B)	2 732 212 582

DIFFERENCE (A) – (B)

1.2- Compte désigné don ASAP

Rapprochement des comptes prêt et don FIDA et prêt FFE au 31 mars 2016	
Dépôt initial compte spécial (A) en FCFA	430 084 900
Solde du compte désigné au 31/03/2016	422 803 318
Demande N° 2 de rehaussement du dépôt	3 995 050
Montants des dépenses non encore présentées à l'encaissement	3 286 532
DRFs en cours de transmission	-
DRFs non encore créditées	-
Sous total (B)	430 084 900

Tableau 5A: Exécution des obligations de financement par source de financement (en USD)

31-mars-16

Source de financement	Approbation (USD)	Décaissements avant DRF/DPD EN INSTANCE (USD)	% décaissements avant DRF/DPD EN INSTANCE	DRF/DPD EN INSTANCE (USD)	Total Décaissements après DRF/DPD EN INSTANCE (USD)	% décaissements après DRF/DPD EN INSTANCE
Guichet FIDA	48 494 855,13	4 209 353,42	8,68%	455 851,64	4 665 205,06	9,62%
Don ASAP	12 970 527,62	736 725,96	5,68%	-	736 725,96	5,68%
Gouvernement	33 399 650,96	0	0,00%	-	-	
Bénéficiaires	11 138 365,55	0	0,00%	-	-	
OFID	15 000 000,00	0	0,00%	500 000,00	500 000,00	3,33%
TOTAL	121 003 399,3	4 946 079	4,09%	955 851,64	5 901 931,02	4,88%

Tableau 5B: Exécution des obligations de financement par composante (en USD)

31-mars-16

Composantes	FIDA				ASAP				ETAT			
	Montant approuvé (USD)	Montant effectif CFA	Montant effectif USD	%	Montant approuvé	Montant effectif CFA	Montant effectif USD	%	Montant approuvé	Montant effectif CFA	Montant effectif USD	%
Composante 1	24 760 455,13	126 284 151	252 568	1%	11 487 699,16	3 224 215	6 448	0,06%	14 747 764			
Composante 2	17 650 206,40	89 185 435	178 371	1%	-	0	0	0%	14 606 531			
Composante 3	6 084 193,61	481 962 694	963 925	16%	1 482 828,46	4 341 532	8 683	1%	4 045 355	459 000	918	0,02%
Total	48 494 855,13	697 432 280	1 394 865	2,88%	12 970 527,62	7 565 747,00	15 131	0,12%	33 399 651,0	459 000	918	0.02

Composantes	OFID				BENEFICIAIRE				TOTAL TOUTES SOURCES DE FINANCEMENT		
	Montant approuvé	Montant effectif CFA	Montant effectif USD	%	Montant approuvé	Montant effectif CFA	Montant effectif USD	%	Montant approuvé	Montant effectif USD	%
Composante 1	-			0%	9 852 407,98				60 848 327	259 017	0,43%
Composante 2	14 250 000			0%	1 285 958				47 792 695	178 371	0,37%
Composante 3	750 000			0%					12 362 377	1 431 608	11,58%
Total	15 000 000			0%	11 138 366	0,00	-	0%	121 003 399	1 910 914	1,54%

Tableau C. INDICATEURS DE PERFORMANCE DU ProDAF
ETAT DES DEPENSES DU PROJET - PROGRES FINANCIERS SUR LE GUICHET PRÊT FIDA
31-mars-16

Cat	Description	Allocations en DTS	Allocations en FCFA	Balance							
				Décaissements en FCFA au 31/03/2016	Décaissement en DTS	%	En attente		Total En DTS	Solde en DTS	%
							DRF en FCFA	DRF en DTS			
	Avance de démarrage										
1	Travaux	6 710 000	5 558 904 533	62 000 000,00	75 487,89	1,12%	-		74 838,49	6 635 161,51	1,12%
2	Equipement et Matériel	730 000	604 769 048	162 402 650,00	197 732,79	26,85%	9 800 000,00	11 728,41	209 562,10	520 437,90	28,69%
3	Formation	590 000	498 785 943	132 115 950,00	160 857,33	26,49%	-		160 857,33	429 142,67	27,26%
4	Consultation	2 220 000	1 839 160 665	270 863 179,00	329 788,54	14,73%	7 180 411,00	8 593,35	338 455,82	1 881 544,18	15,24%
5	Biens, services & Intrants	2 300 000	1 905 436 725	323 735 333,50	394 162,85	16,99%	-		394 162,85	1 905 837,15	17,14%
6	Subventions	850 000	704 183 138	-					0,00	850 000,00	0,00%
7	Indemnités, Salaires & Fonctionnement	2 130 000	1 764 600 098	290 076 402,00	353 181,54	16,44%	107 661 223,00	128 846,45	483 136,42	1 646 863,58	22,63%
	Non alloué	1 720 000	1 424 935 290						0,00	1 720 000,00	
TOTAUX		17 250 000	14 300 775 438	1 241 193 514,50	1 511 210,94	8,68%	124 641 634,00	149 168,21	1 660 379,16	15 589 620,84	9,62%

Tableau C. INDICATEURS DE PERFORMANCE DU ProDAF
ETAT DES DEPENSES DU PROJET - PROGRES FINANCIERS SUR LES GUICHET DON FIDA
31-mars-16

Cat	Description	Allocations en DTS	Allocations en FCFA	Balance							
				Décaissements en FCFA au 31/03/2016	Décaissement en DTS	%	En attente		Total En DTS	Solde en DTS	%
	Avance de démarrage						DRF en FCFA	DRF en DTS			
1	Travaux	6 710 000	5 558 904 533	62 000 000,00	75 487,89	1,12%	-		74 838,49	6 635 161,51	1,12%
2	Equipement et Matériel	730 000	604 769 048	162 402 650,00	197 732,79	26,85%	9 800 000,00	11 728,41	209 562,10	520 437,90	28,69%
3	Formation	590 000	498 785 943	132 115 950,00	160 857,33	26,49%	-		160 857,33	429 142,67	27,26%
4	Consultation	2 220 000	1 839 160 665	270 863 179,00	329 788,54	14,73%	7 180 411,00	8 593,35	338 455,82	1 881 544,18	15,24%
5	Biens, services & Intrants	2 300 000	1 905 436 725	323 735 333,50	394 162,85	16,99%	-		394 162,85	1 905 837,15	17,14%
6	Subventions	850 000	704 183 138	-					0,00	850 000,00	0,00%
7	Indemnités, Salaires & Fonctionnement	2 130 000	1 764 600 098	290 076 402,00	353 181,54	16,44%	107 661 223,00	128 846,45	483 136,42	1 646 863,58	22,63%
	Non alloué	1 720 000	1 424 935 290						0,00	1 720 000,00	
TOTAUX		17 250 000	14 300 775 438	1 241 193 514,50	1 511 210,94	8,68%	124 641 634,00	149 168,21	1 660 279,16	15 589 620.84	9,62%

Situation financière de l'OFID

PAYS: NIGER

Titre du Projet: Projet d'Urgence pour la Sécurité Alimentaire et le Développement Rural Fonds Additionnels - PUSADER Plus

Prêt OFID n°1559 P

REGISTRE DES DEMANDES DE RETRAIT DES FONDS OFID en FCFA au 31 mars 2016

DRF envoyées/payées							
DRF	Date	Procédure de décaissement (réapprovisionnement CD/paiement direct/lettre de crédit/remboursement)	Composante	Total attesté de la DRF (monnaie de retrait)	Montant recouvré par le FIDA	Total DRF payé (monnaie de retrait)	Total DRF payé (monnaie états financiers)
			Composante C				
DRF 001	04/11/2014	Avance initiale	118 000 000	118 000 000	-	118 000 000	118 000 000
DRF 002	03/07/2015	Compte spécial	60 469 236	60 469 236	-	60 469 236	60 469 236
DRF 003	10/09/2015	Compte spécial	59 478 348	59 478 348	-	59 478 348	59 478 348
DRF 004	10/01/2016	Paiement Direct	120 937 763	120 937 763	-	120 937 763	120 937 763
DRF 005	18/02/2016	Paiement Direct	105 612 284	105 612 284	-	105 612 284	105 612 284
DRF 006	22/02/2016	Paiement Direct	93 694 012	93 694 012		93 694 012	93 694 012
DRF 007	23/02/2016	Paiement Direct	98 619 321	98 619 321		98 619 321	98 619 321
Sous Total (1)			656 810 964	656 810 964	-	656 810 964	656 810 964
DRF à établir							
(dépenses payées au moyen du compte désigné mais non encore demandées en remboursement, ligne 7 état de rapprochement compte désigné)							
DRF	Date	Procédure de décaissement (réapprovisionnement CD/paiement direct/lettre de crédit/remboursement)	Composante	Total attesté de la DRF (monnaie de retrait)	Avances		Total DRF payé (monnaie états financiers)
			Composante C				
Sous Total (2)			-	-	-	-	-
DRF à attente de paiement							
(dépenses incluses dans DRF/DPD, envoyées au FIDA mais pas encore payées, ou reliquat des DRF réglées partiellement et encore attendus - écarts et DRF rejetées et nos encore resoumises)							
DRF	Date	Procédure de décaissement (réapprovisionnement CD/paiement direct/lettre de crédit/remboursement)	Composante	Total attesté de la DRF (monnaie de retrait)			Total DRF payé (monnaie états financiers)
			Composante C				
DRF 008	15/03/2016	Paiement Direct	98 436 946	98 436 946			
Sous Total (3)			98 436 946	98 436 946			
TOTAL: (1)+(2)+(3)			755 247 910	755 247 910	-	656 810 964	656 810 964

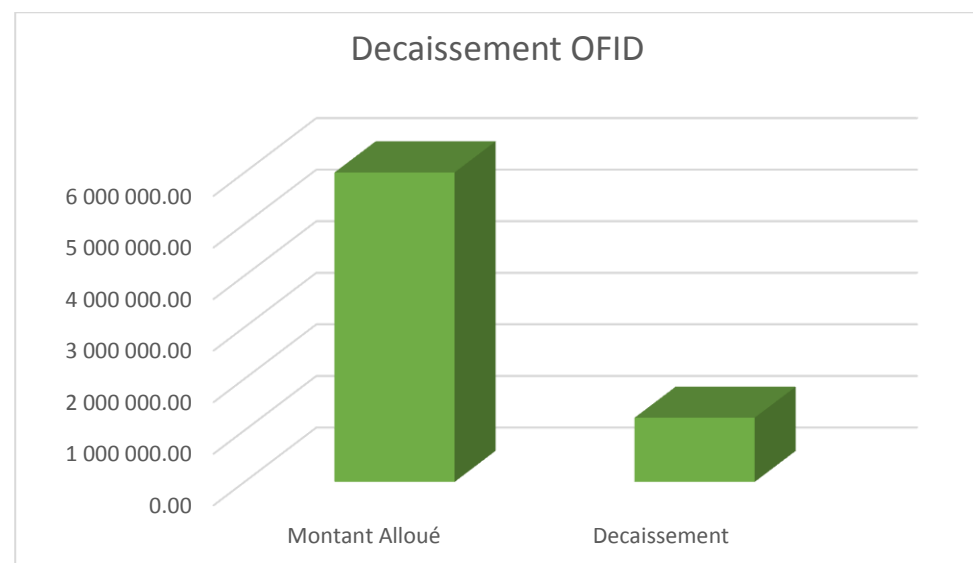
PAYS: NIGER

Titre du Projet: Projet d'Urgence pour la Sécurité Alimentaire et le Développement Rural – PUSADER

Prêt OFID n°1559 P

Situation au 31 mars 2016: Prêt OFID n°1559P

Composante		Montant Alloué		Décaissement		Solde disponible		
		USD	CFA	USD	CFA	USD	CFA	
	AVANCE INITIALE - COMPTE SPECIAL			225 677,51	118 000 000,00	-225 677,51	-118 000 000	
C	Rural infrastructure	6 000 000,00	3 168 512 580	1 018 081,41	538 810 964	4 981 918,59	2 629 701 616	16,97%
	TOTAUX	6 000 000,00	3 168 512 580	1 243 758,92	656 810 964	4 756 241,08	2 511 701 616	20,73%



Réalisation cumulée des Fonds PUSADER Plus					
	Désignation	Prévision Globale	décaissement 2015	décaissement 2016	Solde Disponible au 31/03/2016
A01	Actualisation des études socio-économique et d'impact environnementale	10 000 000	6 972 400		3 027 600
A02	Etude Géotechnique sur les carrières	12 000 000	11 747 800		252 200
A04	Etude topographique sur les traçons	17 000 000	16 548 486		451 514
A06	Travaux LOT1	528 061 423	-	105 612 284	422 449 139
A06	Travaux LOT2	493 096 604	-	98 619 321	394 477 283
A06	Travaux LOT3	604 688 815	-	120 937 763	483 751 052
A06	Travaux LOT4	468 470 064	-	93 694 012	374 776 052
A06	Travaux LOT5	492 184 731	-	98 436 946	393 747 785
A07	lancement officiel et Réception des travaux	13 000 000		10 616 936	2 383 064
A08	Atelier de Validation des études	10 000 000	7 957 225		2 042 775
B01	Acquisition matériels et équipement SIG	2 000 000	1 160 000		840 000
B02	Cabinet mission de contrôle	146 110 000			146 110 000
B03	Appui à la Coordination, gestion financière et SE projet	42 000 000	21 995 425		20 004 575
B04	Appui au dispositif Piste et Coordination Projet	50 000 000	45 277 529		4 722 471
B05	Mission de surveillances environnementale	5 700 000	-		5 700 000
B06	Supervision contrôle des CRC/CNC/STD et autorités	15 000 000	-	1 424 206	13 575 794
B07	Comité de Pilotage	7 500 000	6 079 100		1 420 900
C01	Equipement pour les brigades d'entretien routier	25 000 000			25 000 000
C02	Ingénierie Sociale sur l'entretien routier	25 000 000			25 000 000
D03	Etudes spécifiques pour réaliser des travaux	25 000 000	12 800 200	2 400 000	9 799 800
E01	Fonctionnement courant	6 000 000	3 557 753	1 097 345	1 344 902
E02	Paramétrage logiciel de gestion	1 870 000	1 870 000		-
	Total	2 999 681 637	135 965 918	532 838 813	2 330 876 906

Appendice 6: Application des dispositions de l'accord de financement: état d'avancement

Section	Disposition	Date prévue	État d'avancement/Date	Observations
Section B	<p>L'Emprunteur fournit des fonds de contrepartie pour les besoins du projet pour un montant de 33,4 millions de dollars (USD), représentant: l'ensemble des droits, impôts et taxes sur les biens et services grevant. le Projet pour 18,6 millions; un montant en numéraires de 14,8 millions</p> <p>L'emprunteur ouvre un compte désigné en F CFA dans une banque acceptable par le FIDA</p>	Démarrage	<p>Fonds de contrepartie au titre des taxes, droits et impôts mis à disposition du projet au fur et à mesure de la validation des demandes d'exonérations. Pour la partie relative à la contribution en numéraires, il n'y a pas eu d'inscription pour le budget 2016.</p> <p>Un compte désigné a été ouvert auprès de la Banque Agricole du Niger. Suite à l'amendement de la LAE, quatre (4) comptes d'opérations ont été ouverts à Niamey, Maradi, Tahoua et à Zinder</p>	<p>Disposition partiellement respectée</p> <p>Disposition respectée</p>
Section C	<p>L'agent principal du Programme est le Ministère de l'Agriculture</p> <p>La date d'achèvement est fixée au huitième anniversaire de la date d'entrée en vigueur</p>	<p>Démarrage</p> <p>Septembre 2023</p>		<p>Disposition respectée</p> <p>Non encore échue</p>
Section E	L'accord de financement doit être soumis à la ratification de l'emprunteur	Démarrage	Accord de financement ratifié par l'emprunteur	Disposition respectée
Annexe 1- II	<p>Comité de Pilotage: l'ECP doit être créé par arrêté ministériel et assure en même temps le comité de pilotage des projets PASADEM et PPI en cours</p> <p>Coordination et gestion – URGP: les URGP de Maradi, Tahoua, et Zinder sont créés par arrêté ministériel</p> <p>Coordination et gestion – CENAT: une Cellule Nationale d'Assistance Technique (CENAT) est créée par arrêté ministériel; elle sera chargée des activités des dialogues politiques d'appui technique, de suivi-évaluation et de consolidation financière</p> <p>Equipe de management: une équipe de management composée de deux (2) assistants techniques et de trois (3) coordinateurs régionaux sera constituée et se réunira tous les mois</p>	Démarrage	Arrêté ministériel	Disposition respectée
Annexe 2-	Coût de démarrage: le projet bénéficiera d'un coût de démarrage d'un montant total équivalent à 500 000 USD pour couvrir les coûts de démarrage encourus avant l'approbation du premier PTBA	Démarrage		Disposition respectée

Annexe 3	<p>Recrutement: le recrutement des cadres se fera sur une base de contrat renouvelable ne pouvant pas excéder la durée du contrat. Le personnel sera soumis annuellement à des évaluations de performance</p> <p>Les marchés de biens, de travaux et de services financés par le financement seront passés conformément aux dispositions de la réglementation de l'Emprunteur/du Bénéficiaire en matière de passation de marchés, dans la mesure où celle-ci est compatible avec les directives du FIDA pour la passation des marchés</p>	Chaque année	<p>Contrats d'assurance tous risques conclus pour les véhicules, assurance maladie pour le personnel du projet. Pour les bâtiments utilisés dans le cadre du Projet, il n'a pas été souscrit d'assurance incendie et risques divers</p> <p>Avis Général de Passation des Marchés 2014 transmis au Ministère de l'Agriculture et Plan de Passation des Marchés 2014 et publié au journal Sahel n° 1576 du 24 janvier 2014</p>	Disposition respectée
Conditions générales des accords de financements				
Section 7.01	Le ProDAF prépare annuellement un projet de PTBA et le transmet au CP pour approbation et au FIDA pour avis de non objection dans un délai de 60 jours avant le début de l'année	Chaque année	Exceptionnellement le premier PTBA est de 15 mois	Disposition respectée
Section 7.05	Les marchés de biens, de travaux et de services financés par le projet seront passés conformément aux dispositions de la réglementation de l'Emprunteur/du Bénéficiaire en matière de passation de marchés, dans la mesure où celle-ci est compatible avec les directives du FIDA pour la passation des marchés	Chaque année	Les seuils de passation des marchés du FIDA sont inférieurs aux seuils des projets en cours et de la réglementation NIGERIENNE. A corriger	Disposition respectée
Section 7.08	L'Emprunteur/Bénéficiaire ou l'agent principal du projet assure contre les risques l'ensemble des biens et des constructions utilisés dans le cadre du projet selon des montants conformes à de saines pratiques commerciales	Démarrage	Contrat d'assurance tous risques conclu pour les véhicules et une assurance maladie pour le personnel. Toutefois pour les bâtiments utilisés, il n'a pas été souscrits d'assurance incendies et risques divers	Disposition partiellement respectée
Section 8.03	Présentation au FIDA, des rapports d'activités (technique et financier) ainsi que le programme d'activités proposé et les progrès escomptés au cours de la période suivante	Trimestriellement	Le premier rapport est en cours d'élaboration	Disposition respectée
Section 8.03	Un examen à mi-parcours doit être réalisé conjointement par l'emprunteur et le FIDA	Mi-parcours		Disposition non encore échue
Section 9.02	L'Emprunteur remet au Fonds chaque année fiscale des états financiers détaillés des opérations, ressources, et des dépenses relatives au projet, dans un délai de quatre (4) mois après la clôture	Chaque année	Le projet est à sa première année d'exécution	Disposition non encore échue
Section 9.03	Présentation du rapport d'audit au FIDA: Le programme doit faire vérifier chaque année les comptes, par un auditeur recruté et accepté par le FIDA. Une copie du rapport certifié conforme doit être déposée dans les six (6) qui suivent la clôture l'exercice	Chaque année	Recrutement en cours	Disposition respectée